

ROUGE

*La semaine
de l'amère victoire*

**MAINTENANT,
TOUS ENSEMBLE
CONTRE CHIRAC**

M 1578 - 1236 - 8,00 F



3791578008006 12360

La rencontre

Une fin et un début

□ Fin d'un mouvement, début d'un rassemblement : mercredi 10 décembre, un million de manifestants, jeunes et travailleurs de tous les âges, défilaient dans les rues de l'Hexagone. Conscients et décidés. « Ils pourront couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront pas la venue du printemps. » Bien sympathique cette maxime qui ornait une grande banderole noire, précédant l'un des cortèges étudiants de la manifestation parisienne. Pronostic, pari, certitude ? Les jeunes étudiants et lycéens rendaient en tout cas un dernier hommage à Malik, donnaient un nouvel avertissement à Pasqua et accueillaient, les yeux grand ouverts, les parents d'élèves, les travailleurs, les adultes et les militants des organisations syndicales dans leurs rangs.

Ils sont venus nombreux. Certes, les chiffres sont toujours à manier avec des pincettes, mais les rangs du cortège de manifestants de la CGT à Paris dépassaient vraisemblablement la dizaine de milliers, alors que nombre d'entre eux déjà s'étaient dispersés, ici et là, parmi les cortèges des jeunes. La mobilisation des adhérents de la CFDT de la région parisienne était étonnante. Supérieure à l'habitude. Ce qui valut quelques remarques bien senties des militants cédétistes à l'égard d'Edmond Maire qui s'était finalement résigné à participer à la manifestation : « Edmond, plus jamais ça ».

Les manifestations de province étaient tout aussi impressionnantes. Là encore, méfions-nous des chiffres. A Bordeaux, par exemple, la police annonçait dix mille manifestants, les journalistes de la presse locale, eux, en comptaient environ trente mille... c'est dire. Citons, ces précautions prises, entre cinq mille et dix mille manifestants à Besançon, Tours, Saint-Etienne, Nancy, Limoges, Poitiers, de dix à vingt mille dans les rues de Rouen, Rennes, Lille, Clermont-Ferrand, Marseille, Montpellier, tandis que la mobilisation à Nantes, Toulouse, Grenoble, Lyon atteignait ou dépassait sans doute le chiffre des vingt mille.

La participation était voisine de celles des manifestations les plus importantes des deux dernières semaines ou les dépassait. Comme elle dépasse ou atteint les chiffres des dernières manifestations appelées par l'ensemble des syndicats de la fonction publique, le 21 octobre, qui dénotaient déjà un « frémissement ». Dans bien des villes, rappelons-le, celles-ci étaient, selon les observateurs, « les plus importantes depuis 1968 ». Depuis, et en quinze jours, la jeunesse du pays a apporté sa force, son dynamisme, son ingéniosité à la lutte contre le délire

libéral. Les premiers signes étaient apparus dans les cortèges jeunes de la manifestation du 23 novembre appelée par la FEN. Celle qui, déjà, marquait l'automne de son empreinte

Jeunes, adultes, travailleurs, organisations syndicales... Le rassemblement comporte ses frictions, ses remises en cause et ses grincements de dents. Les jeunes ont même des choses à reprocher à ceux qui les soutiennent... « On veut pas de Marchais et de Krasu qui défilent devant nous », rouspètent en chœur quatre étudiantes du service d'ordre de la faculté de Censier, tandis que le cortège de la manifestation parisienne se rassemble sur une place déjà trop étroite. « Ce n'est pas pour faire de l'anticommunisme primaire, précise l'une d'entre elle, mais cette mobilisation est la nôtre. Ils doivent donc nous suivre et non pas nous précéder. » On lui explique gentiment que c'est la règle et que la coordination étudiante ouvre la marche, devant Marchais, Krasu ou Maire... Rien n'y fait. « Cette règle-là n'a pas été discutée et votée en assemblée générale, nous n'avons aucune raison de l'admettre... on va y revenir lorsqu'on fera le bilan de la manif, compte sur moi », conclut-elle à l'adresse de l'un de ses délégués.

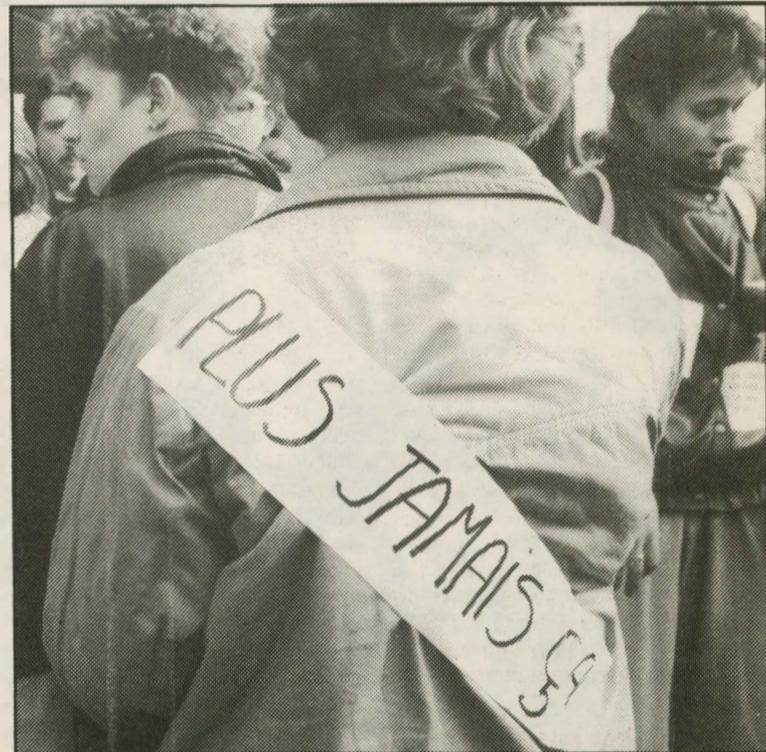
Et les manifestants auront de la mémoire ! « Nous n'oublierons jamais », proclame une banderole de Paris VIII « Pasqua casses-toi », répètent sans cesse les jeunes du cortège. « Liberté ? » « Egalité ? » « Fraternité ? » interrogent trois immenses banderoles une bleue, une blanche, une rouge. « Ça bouge », commente un manifestant en parfait accord avec le panneau : « Rien ne sera plus jamais comme

avant », qui décore le cortège, tandis que les manifestants de Nanterre s'exclament : « Hé hop, tout ça à la poubelle, Pasqua, Pandraud, c'est comme Le Pen. » « On avait décidé de garder le silence jusqu'à l'hôpital Cochin et de scander nos mots d'ordre ensuite », précise une manifestante.

Les premiers rangs des cortèges des jeunes sont littéralement couverts de bouquets de fleurs, dédiés le plus souvent à Malik. « Abdel, Malik, plus jamais ça », lit-on cependant sur le ruban de certains d'entre eux. Un cortège de la cité des 4 000 uni dans un même slogan : « Abdel et Malik assassinés », l'étudiant tombé au quartier Latin et le jeune tombé sous les balles d'un flic saoul dans un bar de la cité. « Si vous ne voyez pas que la vie est sacrée, je n'ai pas confiance dans votre conception du monde. » On aurait tort de prendre pour une simple preuve de culture cette phrase de Julian Beck qui orne l'une des banderoles lycéennes. Les jeunes tiennent à ce qu'ils disent : « Devaquet on t'a eu, Pasqua on t'aura. » « Non, non, non, à la répression, oui, oui, oui à la démission », scandent les étudiants de la Sorbonne.

« Les travailleurs de la SNECMA-Corbeil contre la répression policière », « Le centre de tri de Bobigny avec vous », « Les postiers de PLM solidaires », plusieurs banderoles unitaires fleurissent le cortège. Mais l'unité, bien vivante chez les jeunes, doit encore faire ses classes dans les entreprises. Ils ont donné l'exemple et ont fait mouche. « Victoire des jeunes, bravo », conclut en quelque sorte la banderole des cheminots de Paris-sud-ouest.

En quelques jours, la jeunesse a fait tomber les masques de ceux qui nous gouvernent.



« Nous n'oublierons jamais » : les manifestants de cet automne auront de la mémoire.

Eclaircie dans les entreprises

□ « C'est possible de faire bouger le gouvernement. » Ce constat trotte dans de nombreuses entreprises. Déjà lundi, les débrayages ont souvent été massivement suivis. Les débats, en assemblées générales, riches. A la SNECMA-Villaroche, l'assemblée du personnel rassemble cinq cents personnes à l'appel des deux syndicats. A Renault-Billancourt, lundi, un rassemblement réunit mille cinq cents travailleurs. « La principale répercussion,

et grâce à l'aspect spectaculaire du mouvement étudiant, c'est que la lutte paie », remarque un responsable de la CGT de cette entreprise. Un postier, tout en marchant, explique que « la lutte, ça peut rapporter gros, en tout cas, c'est plus sûr que le loto. Il n'y a qu'à regarder les étudiants ».

Le premier mouvement des salariés est de comprendre les motivations des jeunes. « C'est marrant, dans ma boîte, on m'a demandé des détails sur le projet Devaquet », raconte un délégué syndical, « j'ai dû le lire ». Ailleurs, c'est un retour en arrière sur SOS-Racisme, sur les chansons de Renaud. Les parents se sont mis à l'écoute de leurs enfants. « Mes collègues ont tous voulu savoir si mes enfants étaient en grève. Les leurs la faisaient. » Lorsque les étudiants sont invités dans des entreprises, ce souci prédomine largement. Les grévistes l'ont bien compris. Très vite, à Jussieu, à Nanterre, à Tolbiac, et dans bien d'autres fâcs, des tracts sont confectionnés, pour être distribués, « à la porte des usines ».

L'appel à la population et aux organisations syndicales constitue un tournant. « Pour gagner, ils faisaient appel à nous. Après les démonstrations qu'ils avaient faites, on ne pouvait pas les décevoir. Il fallait qu'on se remue le cul », explique un postier. De l'autre côté, les étudiants ont pris conscience de leurs

du 10

Projets pour demain

► nouveaux alliés. Ils se déplacent, ils sont aussi invités, comme au centre de tri PTT de Nanterre ou au centre Paris-est de l'EDF : des débats suivis, attentifs.

Pourtant, lundi, « la mobilisation a été inégale, rapporte une travailleuse des chèques postaux, dans un bâtiment, ça a bien marché, dans l'autre, non. » Cet avis est quasi général. Le degré des débrayages dépend aussi du passé de lutte de l'entreprise. Puis l'annonce du retrait du projet Devaquet par Chirac, lundi soir, et les zigzags de la CFDT et de la FEN n'ont pas aidé à la réussite de la journée de mercredi. « Lundi, nous étions partis pour la grève générale, mardi, je me suis retrouvé presque tout seul », raconte un éducateur de Seine-et-Marne. « Il fallait recommencer à zéro, redonner des explications sur les motifs de la mobilisation. Quand on a fait cela, les gens ont rechangé d'avis », explique une autre éducatrice.

Pendant deux jours, l'ampleur de la mobilisation suit les flash d'infos, radio et télé. « Ce qui a emporté le morceau, c'est un mélange d'indignation contre les violences et un ras-le-bol du gouvernement », raconte un postier de la CFDT. « Chez nous, nous n'avons jamais réussi à remonter la pente », indique son voisin dans la manif. Mais, souvent, les syndicats n'ont pas vraiment poussé. Les jours de préavis de grève ne sont pas suffisants dans de nombreux endroits. Il fallait donc éviter les grèves minoritaires.

Lundi, un étudiant de Jussieu rêvait à l'extension de son mouvement dans les entreprises. Était-ce possible ? « Nous, quand on fait grève, on perd du fric. On hésite donc avant d'engager une longue lutte », constate la travailleuse des chèques postaux. « Soutenir les revendications étudiantes une journée, d'accord, ensuite on a nos propres revendications », explique un cégétiste. « Mais il ne faut pas tout mélanger. Ici, on soutient les étudiants, ailleurs, on se défendra », poursuit-il. D'ailleurs, dans les endroits où certains ont essayé d'élargir les mots d'ordre, les travailleurs ont refusé.

Spontanément, certains parlent de l'organisation de la lutte des étudiants. « C'est parti en dehors des syndicats, remarque un cheminot, mais les jeunes sont plus disponibles, ça remue plus. Puis les facs concentrent des milliers de jeunes. Les conditions de lutte dans une entreprise sont telles que je ne me vois pas me passer des syndicats. » « Le problème, c'est qu'il y en a en pagaille et qu'il faut qu'ils s'entendent », rajoute un autre cheminot.

Reste que « le mouvement étudiant balaye le truc le plus lourd : l'impression, qu'on lutte ou pas, qu'on ne peut rien changer. » On comprend que les équipes syndicales regardent de près les étudiants et les lycéens. Eux, ils ont gagné.

□ Mardi, à Nanterre, l'assemblée générale se termine. Par petits groupes, les étudiants sortent de l'amphi ; ils commentent les décisions qui viennent d'être votées. D'abord, la grève continue jusqu'à demain, « pour Malik ». Déjà, certains préparent la manif pour Abdel, victime, lui aussi, d'un flic nerveux. L'AG l'a décidé : les étudiants de Nanterre iront à La Courneuve. D'autres traînent en attendant de partir dans le 20^e arrondissement pour une autre manif ; celle contre les incendies racistes. Le temps des défilés est loin d'être fini.

Les discussions, les débats se succèdent dans les couloirs, dans les amphis, dans les salles. La fac est une immense fourmilière de paroles. « Maintenant qu'on se connaît, on réfléchit ensemble, c'est un acquis formidable du mouvement », commente une étudiante de première année. « Et puis, on a commencé à penser politique. » Le mot ne fait plus peur. Il est même revendiqué. Toute une génération a pris conscience de sa force, « collective », précise un étudiant.

« Ceux qui sont les plus âgés, ceux qui ont vingt-cinq ans ou plus, comme moi, ont compris la formidable victoire que représente le retrait du projet de loi, explique Eric, membre du comité de grève, car ils savent que jamais un mouvement étudiant, à lui tout seul, n'avait obtenu cela. Mais pour les autres, plus jeunes, c'était évident qu'ils

allaient gagner. C'était la force du mouvement. Il reste pour eux l'immense gâchis de la violence, la mort de l'un des nôtres. Maintenant, le mouvement doit apprendre, pour la première fois, à gérer une victoire. »

Les étudiants ont bonne conscience et foi dans leurs idées. La rage, la détermination ont remplacé la bonne volonté du début. « En une semaine, j'ai l'impression d'avoir extraordinairement changé. Je n'ai plus peur des autres. J'aborde des inconnus dans les couloirs. Je n'arrête pas de faire des choses dans ma commission. » Et il y a aussi l'évolution des idées. Sylvie est une simple gréviste, pleine d'admiration, au début, « devant ceux qui parlent en AG ». Pour elle, quand on a combattu « pour l'égalité de tous devant la formation, pour un meilleur accueil dans les facs et contre la sélection », on ne peut pas en rester là. « Des inégalités dans une fac aux inégalités dans la société », il n'y a qu'un pas que « j'ai franchi », explique-t-elle, calmement, mais très sûrement. « C'est pourquoi on est tellement préoccupé par le Code de la nationalité. »

« Quand les lacrymogènes tombaient aux Invalides, je n'ai rien compris. Le lendemain, j'étais sous le choc. Le samedi, le nom de Malik me résonnait dans la tête. Et après, ce fut Abdel. » Elle s'arrête, regarde sa montre, il est temps de partir à la manif.

Dans un amphi, deux cents étu-



Un million dans toute la France. Le dernier hommage à Malik était aussi un avertissement à Pasqua.

dants débattent sur l'après mercredi. Ce n'est pas une assemblée générale, c'est une commission qui rend compte de ses travaux : « Comment continuer à prendre en charge notre mouvement lorsque la grève sera finie ? » Un organigramme est proposé à la réflexion ; des comités élus par des assemblées générales d'UER, reliés par un collectif de fac qui serait une agence de centralisation et de renseignements, révocable à tout moment et à tous les niveaux, mais aussi des commissions inter-UER sur des thèmes. Les questions, les interventions fusent. « Qui va être en rapport avec le ministère ? », « Comment sortir de l'UER, comment rencontrer les étudiants des autres matières ? », « le rôle des syndicats ? », « l'utilité et le rôle de la coordination nationale ? », « et le Code de la nationalité ? », etc.

« Pourquoi maintenir ces structures ? », questionne un étudiant de philo, pour se répondre aussitôt : « Pour un nouveau projet de structuration des facultés qui corresponde à nos désirs. » Un autre reprend la balle au bond : « Je ne comprends pas. On critiquait la logique de la loi Devaquet. C'était la logique libérale. Or, si on parle de nouveau projet de loi, il faut aussi parler de logique derrière et donc de la société. » Ceux qui sont à la tribune recentrent le débat : « Il n'y a pas urgence pour réfléchir. En revanche, dès jeudi, il faut mettre en place de nouvelles structures, sinon... »

Dans l'amphi, à côté, la commission entreprises se réunit. Son rôle ? « Populariser notre lutte dans les entreprises, à la porte des usines », me répond l'un des animateurs. Depuis deux jours, l'effervescence règne. Les tracts sont réécrits deux fois par jour. Ils sortent toujours en catastrophe. « Des syndicats font sans arrêt appel à nous pour comprendre notre mouvement. » Des groupes arrivent, prennent des tracts et repartent faire une nouvelle entreprise. Un d'eux part animer un débat au centre de tri PTT de Nanterre ; ils ont été invités par les syndicats.

En bas de l'amphi, cinquante étudiants écoutent attentivement trois responsables de la CGT de Renault-Billancourt. « Hier, mille cinq cents salariés ont débrayé. Nous avons pris rendez-vous lors de votre diffusion de tracts hier. Nous sommes là pour bien comprendre vos préoccupations. » Les étudiants veulent aider les travailleurs à faire grève mercredi, et pour certains, au-delà. Par moment, un peu d'incompréhension règne entre les cégétistes et les étudiants. « Votre lutte a une répercussion immense dans les entreprises », expliquent les premiers. « Comment aller plus loin ? », poursuivent les autres.

10 décembre. Fin d'un mouvement, début d'un rassemblement. Tous les âges défilent.



La semaine



4 décembre. Un million de jeunes sous le soleil parisien. Des trésors d'imagination.

De la fête au drame

□ J'ai commencé la grève contre la loi Devaquet. Mais je suis de plus en plus convaincue qu'il y a bien d'autres choses à remettre en cause. Et chaque grenade qui tombe m'en persuade un peu plus. Jeudi 4 décembre, 21 heures, Elisabeth et sa copine, étudiantes toutes les deux, assistent de loin, perchées sur un banc, aux grenadages des dizaines de milliers de jeunes rassemblés place des Invalides. Ils viennent tous de « se prendre une énorme giffle ». Ils étaient persuadés, depuis des heures, après s'être comptés dans les rues de Paris, que la force

de leur nombre et leur calme contraindraient le gouvernement à retirer son projet de loi.

Bernique ! Monory vient de refuser toute concession à leur délégation. Les CRS chargent des jeunes qui ne s'y attendent pas. Moqueurs, ils se sont même assis par terre devant le barrage policier qui ferme le pont des Invalides et scandent « CRS assis »... avant que les grenades tombent et les fassent courir. Une lycéenne pleure dans les bras de deux de ses copains. « C'est fini. Je ne veux plus rien voir, plus rien

faire, plus rien... » « Mais si, lui dit un de ses potes, « on verra tout ça demain. On continuera tous ensemble, on apprend. » « Toi peut-être, moi non... je ne supporte pas que les hommes se battent. »

En quelques minutes, toute une génération a appris jeudi soir ce que représente la démocratie en place et l'Etat policier qui la protège. La fête se termine en drame. Il ne faudrait pas oublier pour autant l'immense démonstration de créativité qu'était aussi la manifestation du 4 décembre. Elle se retrouvera tôt ou tard, liée aux leçons apprises au lendemain de la manif. Les esprits chagrins n'ont encore rien vu !

Un million de jeunes dans les rues de Paris sous le soleil. Grandiose ! Historique ! Ils avaient déjà battu tous les records des manifestations de la jeunesse le jeudi précédent. Huit jours après, ils battent leur propre record. Dès le matin, des cortèges déambulent sur les boulevards. Les gares délivrent leurs milliers de manifestants. Ceux de Montpellier sont « montés dans la capitale » par milliers. Une grande banderole s'est déployée en tête de leur cortège. « Montpellier : on s'excuse mais merde ! » C'est « pour montrer qu'on reste polis, malgré tout », explique un membre de la délégation. Ils sont tous là ! « Loudun : Monory, même ta ville est en révolte ». Chacun met son « grain de sel » régional à la cuisine des banderoles. Pour ceux du Périgord c'est : « Devaquet sans toi, ni l'oié ». La délégation toulousaine affirme « Devaquet bout du con, c'est du bidon », tandis que ceux de Brest menacent : « Devaquet Brestons-en-là, sinon l'Ankou t'emportera. »

Les strasbourgeois déclarent, comme on pouvait s'y attendre, que « Devaquet pédale dans la choucroute ». On apprend aussi que « Devaquet l'ignoble a fait monter Grenoble », tandis que les lycéens de Maurice-Ravel s'exclament : « Devaquet, on en a raz le boléro ».

Humour et bonne humeur. Mais qui ne doivent pas faire oublier les fantastiques capacités d'initiative déployées pour faire monter toutes ces délégations à Paris en car et en train. Ceux de Jussieu ont sorti un petit journal *l'Avènement du jeudi*, afin de financer les billets des voyageurs de province. On y trouve en « une », une interview de Renaud, attendu pour « la fête » du soir, place des Invalides, avec Higelin et Lavilliers. « Moi, je ne suis ni apolitique ni antipolitique, explique l'auteur d'*Etudiant poil au dent*, dont l'énorme succès auprès des jeunes devait édifier ceux qui confondent le dégoût de la politacillerie, et l'absence de sens politique.

Slogans et banderoles venues de tout le pays en témoignent d'ailleurs. La volonté d'égalité et la détermination « pour gagner » sont le refrain de la manifestation. « Non à la libéralisation des universités, oui à la liberté d'étudier », « Non aux facts fric, frac, non aux écoles Top gun », « Choisir ne pas être choisi », « Ni aujourd'hui ni dans trois mois, jamais », « Ni amendements, ni compromis, les étudiants ont leurs avis », « Pasqua c'est pas toi, c'est la rue qui fait la loi », « Halte au vandalisme (!) du libéralisme », « L'inégalité, ça ne peut plus durer », « Liberté, égalité, université », « Et Devaquet s'échoua sur la grève ».

Les cortèges sont riants, animés

quelle foule sur les trottoirs... Deux générations de plus. Dont ceux de 68 qui regardent passer les enfants presque vingt ans plus tard et dont les visages sourient... Une sacré bouffée d'air après des années de grisaille.

Et puis « c'est la guerre » aux Invalides. 23 heures, une dernière charge de CRS fait décrocher tout le monde... Des milliers de manifestants prennent le chemin du quartier Latin. « A la Sorbonne ! » La consigne a jailli spontanément alors que la direction de la manifestation est débordée, dépassée. La scène prévue pour la fête et les chanteurs a dû être se repliée sous la pluie des grenades. Et les premiers slogans, franchement politiques ceux-là, jaillissent de milliers de poitrines révoltées.

La violence policière va croissant. Barrage policier à l'Odéon, vagues déferlantes de gardes mobiles ratonnant devant le Panthéon... Et le clou, vers 1 heure du matin ! Le peloton de voltigeurs motorisés débarque devant le jardin du Luxembourg, avec ses motos, ses sirènes hurlantes et ses « bidules ». Le sang a déjà coulé. Il va couler encore.

Vendredi 14 heures. Des dizaines de milliers de jeunes défilent en rangs serrés, sans banderoles, sur les Grands Boulevards. Rageurs.

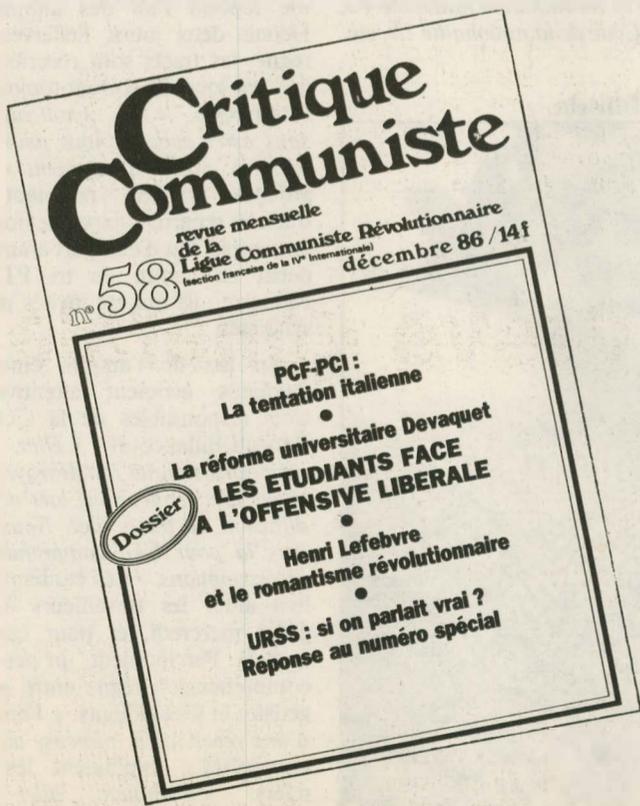


4 décembre, sur l'esplanade des Invalides. A l'annonce des provocations de Monory, les visages devinrent graves.

par les slogans, les chants et les percussions. Les écoles des Beaux-Arts ont fait très fort dans le décor. Celle de Paris peint carrément le parcours de la manifestation. Pochoirs, bombes de peinture et pinceaux. « La peinture, ça coule », proclame leur banderole. u parles ! Hourras et clameurs saluent les spectateurs qui applaudissent des balcons ou les étudiants en éducation physique qui font carrément de l'animation sur les toits et les cheminées des immeubles. Et

« Monory, pourri y'a du sang sur ta copie. » Les tirs de grenades tendus ont la veille déchiré des visages. « Non, non, non, ce gouvernement qui vire les immigrés, matraque les étudiants », « CRS, c'est le sang des copains que vous avez sur les mains » « Pasqua, Monory, on n'est pas au Chili », « Chirac matraque, t'es pas un démocrate ». En une nuit la jeunesse a fait tomber les masques qui dissimulaient encore le visage de ceux qui la gouvernent. Haineux.

VIENT DE PARAITRE



de l'amère victoire

Mort et colère

□ Vendredi, 20 h 30. La cour de la Sorbonne est investie par une centaine d'occupants. Une jeune étudiante s'engueule avec l'un de ses copains. « *Que fait-on ici, mandatés par personne, ne représentant personne? A quoi sert cette occupation pour se faire plaisir?* » « *Nous ne décidons que pour nous-mêmes, lui répond son compagnon, mais occuper la Sorbonne, c'est tout un symbole.* » Tout cela n'a plus rien à voir, en tout cas, avec les manifestations des jeunes. Rien à voir non plus, si l'on parle symbole, avec les occupations et les barricades massives du quartier Latin en Mai 68.

En revanche, cela sent la provocation à plein nez. Une étudiante fait la synthèse de la déclaration que vient de faire Monory sur toutes les antennes. Elle a du mal à se faire entendre. Ceux qui sont présents, visiblement, s'en foutent...

Dehors, en travers du Boul'Mich, des manifestants viennent d'allumer un feu avec des poubelles, une mobylette brûle...

Il est 22 h, les CRS stationnés devant le jardin du Luxembourg descendent de leurs cars et se disposent pour la charge... Deux cents mètres plus bas, des cars de gardes-mobiles stationnent au crois-

ement des boulevards Saint-Michel et Saint-Germain. Les badauds s'assemblent. Les manifestants, pris en tenaille, n'ont aucune chance de tenir... et la corde qu'ils tendent pour barrer le boulevard Saint-Michel n'y changera rien. Curieusement, la charge se fait attendre. A 22 h 30, les CRS réintègrent leurs cars et quittent le quartier Latin. La charge n'a pas eu lieu. Un contordre, sans doute. On laisse visiblement « pourrir la situation » pour mieux frapper plus tard.

Les charges de CRS et la pluie de lacrymogènes la veille aux Invalides, les ratonnades au quartier Latin dans la nuit avec l'« aide » du peloton voltigeur motocycliste, le curieux manège des CRS qui se disposent à la charge pour ne pas intervenir... Tout cela fait beaucoup. Les déclarations de Charles Pasqua à la fête du RPR le lendemain sont limpides. Le gouvernement cherche visiblement le dérapage.

A 2 heures du matin, samedi, CRS et gardes mobiles évacueront la Sorbonne, appuyés par la horde des voltigeurs motocyclistes. C'est la ratonnade sauvage. Ils tuent Malik à l'entrée d'un immeuble. Nous allons l'apprendre, atterrés, aux premières informations du matin.



4 décembre. « *Il y a bien d'autres choses à remettre en cause. Chaque grenade m'en persuade un peu plus.* »

Haine à droite

6 décembre. Sous un ciel d'hiver, chacun avait la rage au cœur, en pensant au copain mort.



□ Vendredi, la cible n'est plus Devaquet. Pasqua devient la tête à claques des slogans de la manifestation. « *C'est peut-être ce qui l'a énervé* », ironise une lycéenne, pour expliquer les déclarations guerrières de « *Pasqua-matrasque* » au congrès du RPR. Celui-ci s'est cru obligé de déclarer : « *Ce que je vois se mettre en place derrière les lycéens et les étudiants, ce sont les professionnels de la déstabilisation, gauchistes et anarchistes de tous poils et de toutes nationalités.* »

« *L'été, il doit avoir peur de bronzer, ce mec* », explique un jeune lycéen beur de Seine-Saint-Denis, « *je parie qu'il parle encore de ma gueule* ». Cyniques, les commentateurs s'attardent sur le ministre de l'Intérieur. « *De toute façon, il suffit de le regarder pour comprendre que c'est un bœuf.* » D'autres ont compris, comme ces lycéens de Voltaire : « *Dire qu'il y a deux jours, on gueulait "CRS avec nous !" et maintenant, il nous accuse de déstabilisation.* »

« *En plus, il nous prend pour des imbéciles quand il appelle les Français à défendre la démocratie*, explique un étudiant de Nanterre, *il croit qu'on ne connaît pas la grande manif gaulliste d'après 68. C'est lui l'attardé de 68. Nous, on ne balance pas de pavés.* »

Quant à Chirac, il déclare, toujours au congrès du RPR : « *Nous*

recherchons des solutions équilibrées avec ceux qui ont quelque chose à exprimer et non pas avec des irresponsables dont le caractère primaire des arguments est contraire à la concertation. » Un mot d'ordre de la manif de vendredi lui répondait par avance : « *Chirac, on s'en rappellera en 88* ». Cette idée est renforcée par de nombreux étudiants : « *Je n'étais même pas inscrit pour voter. Maintenant, je sais contre qui voter.* »

Les déclarations des autres hommes politiques paraissant dans la presse soulèvent peu de commentaires. Seuls les ministres comptent.

En revanche, l'article du *Figaro Magazine* de Pauwels est photocopié et il fait le tour des amphithéâtres. « *Trop, c'est trop, il devrait signer La Haine* », commente, plein de rage, un étudiant. Il faut dire que Pauwels n'hésite pas dans la connerie : « *C'est une jeunesse atteinte d'un SIDA mental. Nous nous demandons ce qui se passe dans leurs têtes. Rien, mais ce rien les dévore.* » Ultimes commentaires : « *Il faut l'enfermer, il pourrit la France* », pour l'un ; « *Il faut lui faire une tête pour lui apprendre qu'on a la tête dure* », pour un autre.

“Grève générale”

□ Un amphithéâtre silencieux, les visages sont graves et marqués par la fatigue accumulée. La minute de silence, à la mémoire de Malik, est terminée. La coordination nationale des étudiants, réunissant près de trois cents délégués, peut commencer. Elle durera douze heures, du samedi 6 au soir au dimanche à l'aube.

C'est la première rencontre nationale après l'énorme manifestation de jeudi et les événements qui ont suivi. Dès l'introduction au débat, faite par Sylvia, étudiante à

Censier, le ton est donné : « *Les affrontements violents ont été décidés par le gouvernement. Et Monory se fiche de nous, c'est la logique générale du projet que nous combattons. (...) Il faut continuer jusqu'au retrait et faire appel à la population pour nous soutenir.* »

L'appel à la population contre la répression était présent sur toutes les lèvres étudiantes dès jeudi soir. L'enjeu ? Un étudiant de Dauphine le résume : « *Comment ouvrir et élargir le mouvement à l'ensemble de la population* » pour gagner, pour

que le gouvernement retire son projet.

D'intervention en intervention, « l'appel à la population » devient un appel aux salariés, puis un « appel aux syndicats » pour soutenir le mouvement étudiant. D'ailleurs, ceux-ci sont présents. Un membre du bureau fédéral de la FEN explique que « dès lundi, les enseignants suspendront leurs activités à 10 heures » et « qu'une forte poussée à la grève générale de la maternelle à l'université aura lieu lors de notre prochaine réunion ». La CGT annonce des « débrayages lundi dans les entreprises pour expliquer vos revendications aux salariés » et « protester contre la répression ». La CFDT appelle aussi à des arrêts de travail dès lundi. Ces deux syndicats sont également prêts à envisager une grève générale d'une journée pour soutenir les étudiants. Après chaque intervention, les trois cents délégués, debout, applaudissent : « Unité, unité, grève générale, grève générale ! »

Il ne reste plus qu'à décider le jour et les modalités pratiques. A minuit, un appel est voté à la quasi-unanimité. Les étudiants demandent que, « le 10 décembre, aient lieu à Paris et dans toutes les villes des manifestations ». Et dans une deuxième motion, les délégués précisent que la coordination « propose aux organisations syndicales la grève générale le mercredi 10, ainsi que des manifestations ce jour-là ». Les interlocuteurs sont trouvés. La peur d'une récupération, engendrée par la liaison avec les organisations de salariés, s'est perdue dans le nuage des lacrymogènes.

Pendant ce temps, dehors, cent à deux cents individus hurlent : « dissolution de la coordination ! », « bureaucrates ! ». Régulièrement, des délégués sortent pour discuter. A la fin, c'en est trop. A la tribune, un membre du bureau explique : « Il y a parmi eux des étudiants sincères, mais ils ont été guidés par des éléments... disons pour l'instant... mal intentionnés. » Un membre du service d'ordre des facultés parisiennes qui protège la coordination lâche : « Ecoute, quand ils nous disent qu'ils sont de telle fac, on envoie des gens de cette fac, puisqu'elles sont toutes représentées, et ils sont inconnus. » Finalement, la coordination précise que « tous les pillages et actes de vandalisme » sont « perpétrés par des groupes n'ayant rien à voir avec le mouvement étudiant ».

L'autre souci de la coordination est de préserver l'unité du mouvement. « Il n'y a pas de durs et de modérés », explique un délégué. « Si le gouvernement comptait sur notre division, il s'est lourdement trompé. En plus, son mépris, ses matraques nous déterminent encore plus pour exiger le retrait total », précise un autre. « Le retrait total », cette exigence est martelée dans chaque intervention. Négociations ou pas ? Avec qui ? Comment ? Ces questions n'ont plus aucun objet. Les négociations sont rejetées en bloc, car « on ne discute pas avec les gens qui ont du sang sur les mains » et « comme le dit si bien Pasqua, on ne négocie pas avec les terroristes ». « Nous sommes unis et déterminés », conclura la coordination dans sa motion finale, pour exiger « le retrait total du projet de loi Devaquet-Monory ». Et le bureau est reconduit en bloc.



Dès le 5 décembre, la cible n'était déjà plus Monory, mais Pasqua.

Gagnants en deuil

□ Samedi 6 décembre. Il fait gris, mûche. Presque un temps d'hiver. Le ciel était bleu et le soleil brillait pourtant depuis le début des grèves étudiantes. Le temps s'amuse à faire des pieds-de-nez à la météo ordinaire, pendant que la jeunesse d'un mouvement jamais vu réveillait la société qui semblait anesthésiée.

Sur les ondes, le message se modifie peu à peu. A six heures du matin, Malik était un « inconnu, probablement décédé d'une crise cardiaque sur une barricade ». A midi, la réalité est de plus en plus criante. Le jeune étudiant est mort, roué de coups par les flics qui nettoyaient le quartier Latin. Étudiants et lycéens appellent à se rassembler à 14 heures à la Sorbonne.

Depuis deux semaines, la jeunesse prend la parole, rejetant toute forme d'expression qui lui échapperait. Elle gère elle-même son mouvement et décide seule ce qu'elle revendique. Chaque jeune est devenu « citoyen » en quinze jours, redonnant un sens au mot politique, tout en rejetant l'expression qui ne recouvre à ses yeux que pratiques nauséabondes, magouille organisée.

Chacun ressent la mort de Malik comme une immense peine, un formidable affront. Parce qu'il était l'un des leurs. Parce que jeune, il était aussi leur. Et parce que sa

mort est la réponse de l'ordre établi à la jeunesse qui s'éveille. Les lycéens et les étudiants ne pardonneront jamais. Ils manifesteront de nouveau par centaines de milliers dans les villes de l'Hexagone.

Samedi, Paris, 14 heures. Le boulevard Saint-Michel est noir de monde. La manifestation sera le premier signe visible de la jonction des lycéens et étudiants avec les jeunes travailleurs et les « autres générations ». L'avant-veille, des milliers de « plus de trente ans » observaient la manifestation des trottoirs. Cette fois, ils vont ensemble, en silence, jusqu'à l'hôpital Cochin où le corps de Malik a été transporté.

Puis ce sera le long parcours. Ils sont des dizaines de milliers. Les slogans rageurs fleurissent. « Malik est mort, assassiné », « Pasqua terroriste », « RPR, un pour tous, tous pourris », « Dix ans de RPR, quel triste anniversaire », « Hier, ils tuent, ce soir ils font la fête »... Après un long défilé et quelques accrochages place d'Italie avec un barrage de CRS, les manifestants se retrouvent à la Sorbonne. Nostalgie ? Comme inspiré par Mai 68, le cortège scandera un moment « Ouvrez les yeux, fermez la télé ». Mot d'ordre un peu injuste ; les informations à la télé font dans le vrai, et font même très mal. On en aura la preuve le soir même et le lendemain, lorsque les journalistes dévoileront quelques-uns des rouages de l'immense pro-

duction policière du samedi soir.

Mais pour l'instant, après une courte hésitation, la manifestation se dirige vers l'hôtel de ville. « Chirac, démission ! » C'est le face à face une heure durant avec les CRS. Curieusement, sur le côté de l'hôtel de ville qui longe la Seine, les rangs des forces de l'ordre restent longtemps dégarnis. Un pépé, souriant, remarque d'ailleurs qu'« un groupe de deux cents par la gauche et un groupe de deux cents par la droite enfonceraient les flics en moins d'une minute. C'est pas grave, les jeunes apprendront... », conclut-il en s'éloignant. Une preuve de plus en tout cas que les manifestants ne cherchaient pas la casse ! A vingt heures, le gros de la manifestation se disperse.

Puis ce sera la nuit du quartier Latin. Des types construisent des barricades, retournent des voitures et les brûlent, saccagent des magasins sous les yeux des CRS qui attendent des heures avant de charger, sans une lacrymo et sans brutalité particulière.

Ils sont entre deux et trois mille. Des étudiants, des amateurs d'émotions fortes, des jeunes loubards, des « provocateurs officiels », des membres du service d'ordre des étudiants qui tentent de limiter la casse, des jeunes écorchés qui scandent « Non au vandalisme... », sans écho.

Lundi 8, 13 heures : Chirac annonce qu'il recule. Le projet Deva-

quet est retiré. Mais rien n'arrêtera le mouvement qui défilera par centaines de milliers, en silence, avec des corbeilles de fleurs. Pour Malik et contre les violences policières. Ce sont les manifestations de la victoire amère. Ils sont trente mille à Paris, quinze mille à Montpellier, dix mille à Lille, à Rouen, à Dijon, à Toulouse...

Dans les manifs, on tente d'évaluer la signification exacte du recul de Chirac. « Il a retiré le projet Devaquet, d'accord, mais il reste les consignes de Monory pour les lycées. Il faut également obtenir leur retrait. Les lycéens ont soutenu les étudiants, les étudiants en feront-ils autant ? »

Pasqua leur fait horreur. La prochaine manifestation de mercredi va de soi. Ce qu'ils viennent de voir en quinze jours leur paraît trop grave. « Cela nous a donné l'occasion de constater de quelle manière s'y prend-t-on pour accepter le dialogue "la main sur le cœur" aujourd'hui en France, explique le comité de grève apolitique du lycée d'Alembert. Si les responsables du gouvernement avaient admis plus tôt l'opinion des étudiants de France, nous n'aurions pas assisté à la débâcle de rue du week-end dernier qui a fait un mort inutile. »

Des dizaines de bouquets de fleurs et de dédicaces écrites à la main décorent la porte d'immeuble devant laquelle Malik est tombé, au quartier Latin.

QUELLE BAFFE !

N'ayons pas peur des mots : la victoire remportée par les étudiants et les lycéens restera de celle qu'on qualifie habituellement d'historique. Avant de retirer totalement les projets Devaquet et Monory, le gouvernement aura en effet tout mis en œuvre pour briser la mobilisation. De reculs partiels en fausses promesses, du recours à la plus meurtrière des répressions aux multiples tentatives de discréditer la coordination étudiante, il s'efforça de dissocier le mouvement, de jouer sur son usure. Peine perdue, les jeunes demeurèrent unis sur leur exigence fondamentale. Leur triomphe n'en a que plus de valeur.



En outre, l'affrontement de cet automne a permis à toute une génération de s'affirmer comme une gigantesque force sociale. On disait les jeunes des années quatre-vingt gagnés par la résignation ou l'idéologie de la réussite individuelle. Ils viennent pourtant de donner l'exemple d'un combat massif et solidaire pour l'égalité des droits. Apolitique, leur action, comme se plaît à la dépeindre Serge July dans *Libération* ? En fait, depuis Mai 68, jamais on n'avait vu autant de garçons et de filles défendre, dans la rue, un objectif somme toute très politique, puisque ceux qui nous gouvernent ne jurent que par l'élitisme et la loi du plus fort.

Enfin, pour la première fois depuis longtemps, une grève générale, paralysant tout un secteur, a forcé un gouvernement à reculer. « C'est la rue qui fait la loi », criaient les manifestants du 4 décembre, entre deux charges de CRS. Ce faisant, ils se réapproprièrent spontanément cette vieille loi de la lutte des classes, selon laquelle on ne peut gagner que si l'on dispose d'un rapport de forces favorable. Une démonstration fort tonique, quand certains leaders syndicaux fustigent l'archaïsme de la grève, lui préférant la concertation feutrée autour du tapis vert. Avec les résultats que l'on sait.

Une crise politique majeure s'ouvre en France. Elle ne se refermera pas de sitôt. Car l'échec de Chirac remet en question toute une stratégie. Victorieuse de justesse le 16 mars dernier, en proie aux querelles intestines, la coalition dominée par le RPR entendait jusqu'alors donner satisfaction à ses partisans, tenaillés par le désir d'en découdre avec le mouvement ouvrier. Elle voulait également regagner l'électorat capté par le Front national. Le Premier ministre escomptait, de cette façon, arriver en tête des candidats réactionnaires lors du premier tour de la future présidentielle. Son équipe étala dès lors, sans la moindre précaution, sa volonté de revanche. Du discours sécuritaire aux lois xénophobes, de l'abolition de l'impôt sur les grandes fortunes à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, elle multiplia provocations et attaques. Aveuglée par la passivité et les divisions de la gauche, elle se crut

tout permis. Elle se trouva ainsi totalement déconvenue par le renouveau des mobilisations populaires, tel qu'il apparut le 21 octobre dans la fonction publique ou le 23 novembre dans l'Education nationale. Le soulèvement de la jeunesse acheva de l'ébranler. D'où une impuissance stupéfiante à comprendre la nature de la lame de fond qui déferlait sur le pays, une tactique sans cesse en retard sur l'événement et une accumulation de dérapages qui menèrent droit au fiasco actuel.

Sentant le sol se dérober sous ses pas, craignant la jonction de la jeunesse et du monde du travail, Chirac a dû décréter une « pause » dans l'application de la plate-forme RPR-UDF. La réforme du Code de la nationalité ou l'ouverture de prisons privées sont temporairement ajournées. Aux yeux de tous, le gouvernement révèle ses faiblesses et sa désorientation, ce qui ne peut qu'encourager le développement des luttes sociales. Monory n'avait, de ce point de vue, pas tort quand il affirmait : « Si on retire le projet Devaquet, il n'y a plus de gouvernement. » Du coup, placée un moment sur la défensive par une politique ne lui laissant guère d'espace, l'extrême droite peut remonter au créneau, cherchant à récupérer les frustrations de la base militante des appareils réactionnaires.



Pareille situation favorise la réactivation du débat d'orientation au sein de la majorité. Etrillée, ces derniers mois, par un parti gaulliste accaparant les principaux leviers de commande, l'UDF n'a pas hésité à rompre la solidarité gouvernementale. Le courant barriste peut maintenant reprendre l'offensive, ses plaidoyers en faveur d'une gestion prudente comme ses philippiques contre la cohabitation sortant confortés de la crise actuelle. Et, à seize mois d'un scrutin dont l'issue s'avère plus incertaine que jamais pour la droite, la recherche d'une solution de rechange, incluant les socialistes, à la coalition en place, pourrait bien faire son chemin chez les centristes. La tempête ne fait vraiment que commencer.

Il s'en fallut de peu que l'onde de choc de cet automne chaud n'emporte également le frère esquif de la cohabitation. Bien que n'ayant pipé mot lors de l'adoption du projet Devaquet par le Conseil des ministres et s'étant longtemps contenté de prononcer des petites phrases sybillines sur les « violences », François Mitterrand s'est vu contraint de prendre parti pour les étudiants. Mais redoutant qu'une déstabilisation institutionnelle se greffe à la crise politique, l'Elysée et Matignon ont vite rétabli le compromis instauré depuis huit mois au sommet de l'Etat. Le retrait du texte contesté en fut l'occasion et les centrales syndicales influencées par le PS entrèrent en action pour casser la dynamique sociale qui commençait à s'enclencher autour du mouvement de la

jeunesse (voir pages 16 et 17).

Aussi, continuerons-nous à assister aux petits jeux délétères qui font la joie des commentateurs. Profitant de l'affaiblissement de Chirac, le président de la République redevient un acteur actif de la vie politique française. Course à la magistrature suprême oblige, il cherche à capitaliser le mécontentement, en faisant publiquement entendre sa différence.



Simultanément, usant et abusant de son rôle de « gardien de l'unité nationale », il force les gouvernants à faire implicitement appel à ses talents, se présentant aux yeux des fractions inquiètes de la classe dominante, comme l'un des principaux garants de l'ordre établi.

Confrontée à une secousse d'une telle importance, la cohabitation s'est décidément révélée comme l'un des principaux obstacles au développement de la mobilisation. Rien de bon ne peut sortir d'une situation qui, en fin de compte, amortit les coups portés à la réaction, même si Mitterrand et les socialistes en tirent un certain profit électoral. C'est pourquoi, quels que soient les appels présidentiels à la responsabilité et au respect des échéances légales, le mouvement ouvrier n'a pas d'objectifs plus urgents que la mise en échec du gouvernement.

En mettant Chirac à genoux, la jeunesse ouvre une brèche. Tout montre — à commencer par les puissantes démonstrations du 10 décembre — que nombre de travailleurs, de militants syndicaux, se sont montrés sensibles à son exemple. Il convient désormais de transformer l'essai. Aucune conjoncture ne sera plus propice que celle où il doit faire retraite en catastrophe. Le laisser se reprendre constituerait une erreur funeste. Car sa soif de revanche se manifesterait encore plus brutalement qu'hier.

Les échéances et les objectifs ne manquent pas pour passer tous ensemble à l'action contre ce gouvernement. Sur les libertés par exemple, on peut le forcer à abandonner définitivement ses lois répressives et xénophobes. Et l'on doit contraindre Pasqua, le ministre-assassin de Malik Oussebine, à démissionner. En défense de la Sécurité sociale, il semble parfaitement possible de construire dès maintenant un mouvement aussi vaste et puissant que celui des étudiants et des lycéens. De même, dans la foulée de la dernière victoire, il faut immédiatement obtenir le retrait des deux ordonnances scélérates déposées sur la réforme de l'ANPE et sur le travail de nuit des femmes.

C'est en agissant de cette façon que l'on créera les conditions du renvoi d'une droite qui a pratiquement brûlé toutes ses cartouches, que l'espoir renaitra à gauche et que s'affirmera une perspective politique réellement favorable aux travailleurs. L'enjeu est de taille.

Christian Picquet

LE TEMPS DES ASSASSINS

Provocation et répression policières sont au cœur de la tradition de la V^e République. Face au mouvement de la jeunesse, Pasqua n'a eu qu'à s'inspirer de l'exemple de son prédécesseur de 1968, Marcellin. Bilan : un mort, plusieurs blessés graves.

Certains reprochaient aux étudiants d'être naïfs. Ils ne le sont pas restés longtemps. Il faut dire qu'en l'espace de deux jours, les forces de l'ordre ont réussi à livrer un étonnant concentré de leurs méthodes traditionnelles. D'abord, l'attaque à coups de lacrymos d'une immense manifestation pacifique, puis l'inertie des casqués devant une poignée de casseurs et de provocateurs. Il y aurait eu de quoi en perdre son latin ! Les étudiants n'ont pas perdu le leur. L'épreuve du feu a vite dévoilé les yeux des plus rétifs à la politique. Elle a aussi pallié les insuffisances d'une mémoire, qu'on n'avait pas su non plus leur transmettre... « Avant, avoue une étudiante de Paris V, quand je lisais les journaux qui décrivaient les bavures, je me disais qu'au fond il devait bien y avoir une raison pour qu'on leur tape dessus, que les victimes ne devaient pas être totalement innocentes. Maintenant, je sais qu'on a eu beaucoup d'illusions. »

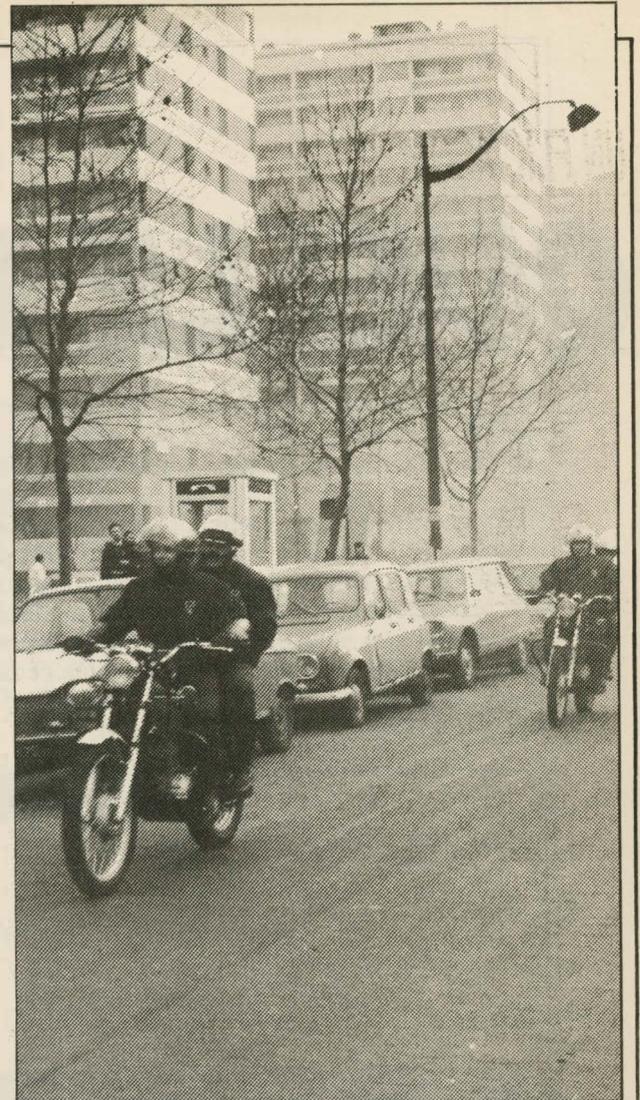
Le couple provocation-répression policières est une constante de la V^e République. En 1979, pour citer le cas le plus récent, un immense défilé des sidérurgistes manifestant pour la défense de leur emploi, est troublé par une dizaine de casseurs que la police laisse agir en toute impunité et dont l'enquête montrera par la suite qu'ils agissaient en étroite liaison avec le dispositif répressif. En 1962, à Charonne, une manifestation pacifique de protestation contre les attentats de l'OAS essuie une très violente charge policière. Bilan, huit morts dans les rangs des manifestants. A chaque fois que les intérêts de l'Etat sont en contradiction avec une revendication massivement soutenue par la population, la tactique est la même. Primo, tenter de discréditer ou de marginaliser le mouvement en le représentant comme le fait de meneurs excités. Deuxio,

faire brutalement intervenir les forces de l'ordre.

Le pouvoir s'est réellement donné les moyens d'agir à partir de 1958. L'instauration à cette époque d'un Etat fort s'accompagne, entre autres, d'une inflation des structures et des effectifs policiers. En quelques mois, ces derniers s'accroissent de plusieurs milliers d'hommes. Un mouvement que l'après-68 voit encore s'accroître. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Raymond Marcellin, est le génial inventeur du « tout répressif ». C'est lui qui transforme le gardien de la paix en bibendum casqué et botté. C'est à lui qu'on doit d'avoir en permanence des compagnies immobilisées dans la capitale, prête à intervenir à la moindre étincelle. C'est sous son règne que les provocateurs connaissent leur

plus fort taux d'activités, que le préfet de police autorise ses troupes à fermer les yeux sur les agissements de groupes comme l'Ordre nouveau, etc. La gauche a quelque peu utilisé ces pratiques. Gaston Defferre, puis Pierre Joxe engagent même un processus de modernisation de l'appareil coercitif renforçant considérablement effectifs et moyens d'action. Mais de changement de fond, point.

Charles Pasqua n'a donc pas eu de mal à renouer avec les habitudes d'une époque que les optimistes croyaient révolue. Comme Marcellin, il s'est amusé à jouer des fantasmes sécuritaires d'une partie de la population. Sans sourciller, il a pu affirmer qu'une poignée de casseurs était en train de menacer les institutions de la République. Absurdité qui lui permettait



Les kamikazes en action. Mission : terroriser, matraquer aveuglément et parfois... tuer.

d'appeler ses troupes à se mobiliser pour défendre les institutions et qui l'autorisait aussi à justifier tous les dérapages policiers. Les étudiants n'ont pas été dupes.

Après l'assassinat de Malik Oussekiine, aucun d'entre eux n'a cru à la thèse de la bavure. Ils auraient pu dénoncer, comme le secrétaire général de la FASP l'a fait, l'influence d'une extrême droite mino-

ritaire dans la police et exiger des forces de l'ordre qu'elles respectent la démocratie. Tous ont préféré voir dans l'assassinat de Malik le résultat d'une politique. Pour eux, leur camarade est mort parce que le gouvernement refusait de discuter ; parce que, comme le notait un astucieux graffiti du quartier Latin, Chirac disait aux jeunes : « Je vous hais ! Compris ? »...

Flora Chénétier

MOTARDS DE LA TERREUR

Les responsables de la mort de Malik Oussekiine sont connus. Ils sont membres du sinistre peloton des voltigeurs motorisés. Une unité au palmarès éloquent.

C'est Marcellin, en core lui, qui, du temps où il était ministre de l'Intérieur, a mis sur pied le peloton voltigeur motocycliste (PVM). C'était l'époque où, jugeant les services traditionnels de la police trop lents à la détente, le pouvoir multipliait les brigades d'intervention spécialisées.

Le PVM intervient toujours à la demande du préfet de police de la Ville de Paris. Sa mission : disperser les queues de cortège, accélérer la dislocation des manifestations dites à risques. En langage maison, la préfecture appelle cela du nettoyage.

La violence est ainsi inscrite dans la mission même du PVM. Pas question pour ces jongleurs enrégés de la matraque d'appréhender ou

d'interpeller les réels ou supposés fauteurs de trouble. La démocratie et les droits élémentaires du citoyen disparaissent dès que les motards de la terreur entrent en action. Plus question alors de contrôle d'identité ni de sommation. Le seul souci : matraquer aveuglément et indifféremment tout ce qui bouge.

La brigade du PVM qui, vendredi dernier, a terrorisé les passants du quartier Latin et tué Malik — en collaboration peut-être avec quelques éléments d'une unité de CRS dont divers témoins indiquent qu'elle aurait poursuivi les matraquages après le passage des voltigeurs — était composée d'une vingtaine de motos, chacune chevauchée par un couple casqué.

Les conducteurs de ces

trials (version améliorée des gardes républicains à cheval) sont recrutés au sein de la compagnie motocycliste, dont la mission première est le contrôle des véhicules de nuit dans Paris. On voit souvent ses agents tourner par équipe de trois. Cette compagnie fournit également en hommes les escortes officielles. Ses membres ont une tendance affichée à se croire un corps d'élite et représentent un bon vivier pour la Fédération professionnelle et indépendante de la police (FPIP).

Les voltigeurs qui, derrière le motard, manient le « bidule », matraque en bois d'un mètre dix de long, sont des moniteurs de sport de la préfecture de police basés à l'école de Vincennes. En temps normal, ils enseignent le tir et les sports de combat aux stagiaires-gar-

diens de la paix. La préfecture de police les appelle également dans le cadre de missions spéciales (libération d'otages, surveillance des toits lors des cérémonies officielles).

Les badauds parisiens n'avaient plus vu ces tueurs depuis les manifestations et les mini-émeutes des étudiants de droite en 1983. A l'époque, le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe avait interdit le recours au PVM parce que, disait-il, « leur logique d'intervention les poussait à la bavure ». On comprend d'autant plus mal que le pouvoir socialiste n'ait pas alors prononcé leur dissolution. Une dissolution qui devrait être plus que jamais à l'ordre du jour puisque le gouvernement prétend faire la chasse aux terroristes...

F. C

CERTAINS ONT JOUÉ AVEC LA POLICE

Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, a vigoureusement dénoncé l'attitude provocatrice du ministère de l'Intérieur lors des dernières manifestations. Nous reproduisons ci-dessous sa déclaration.

Un jeune est mort la nuit dernière. Nous sommes consternés : deux blessés graves parmi les manifestants de jeudi, une dizaine de blessés graves parmi les forces de l'ordre.

Trop, trop de victimes de part et d'autre. Je suis policier, j'en suis fier, mais aucun policier, aucun collègue ne saurait rester indifférent devant de telles nouvelles. Au nom de la FASP, qui représente la majorité des policiers en uniforme, des gardiens et des gradés des unités du maintien de l'ordre, des gardiens et officiers de CRS et aussi des policiers en civil, inspecteurs, enquêteurs et commissaires, je me dois de dire quelques vérités. Parce que ce drame est aussi le nôtre, parce que nous n'ignorons pas que ce sont aussi nos enfants qui sont dans la rue, parce que nous sommes inquiets, inquiets pour la police, son avenir et son crédit, sa mission et son efficacité.

Je m'adresse à mes collègues, aux responsables politiques et aux jeunes.

Aux premiers, je voudrais dire ceci : le maintien de l'ordre est une mission parmi d'autres. Nous devons la remplir comme toutes nos tâches, elle a ses principes professionnels. Oui, le tir tendu de grenades lacrymogènes est prohibé par nos instructions. Oui, frapper un manifestant à terre et sans défense, c'est se déshonorer soi-même. Nous ne sommes pas en guerre, nous sommes là pour faire respecter l'ordre républicain, nous ne sommes pas là pour tuer mais pour servir la République, sa justice, ses lois, sa morale. Nous ne sommes pas là pour inquiéter la population mais pour la protéger, la rassurer, la défendre. La grande majorité de mes collègues le sait, respecte ces règles. Ne laissons pas quelques extrémistes minoritaires jeter le discrédit sur notre maison.

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi ce drame qui, pour la police, vient après d'autres, cet été ? Je me refuse à désigner quelques lampistes. A ceux qui nous gouvernent, je dis que la responsabilité est aussi la leur et qu'elle est politique. Gardien de la paix, j'ai fait Mai 68 sous le casque. Les manifestants étaient autrement déterminés et brutaux et pourtant aucun mort ne fut à déplorer parmi eux, lors de charges policières.

Alors pourquoi aujourd'hui ? Parce que certains ont joué avec la police. Quand on est responsable, on ne dit pas « Allez-y, foncez, je vous couvre » pour s'étonner ensuite des dégâts, s'étonner que certains collègues aient pris ces encouragements intempestifs au mot. Notre métier est suffisamment difficile, dangereux, pour que les hom-

PLUS JAMAIS ÇA !

Il aura suffi de quelques jours pour que beaucoup prennent conscience des dangers de la politique de MM. Pasqua et Pandraud. Ils ont en effet vu des hordes policières casquées attaquer une manifestation d'un million de personnes. Ils ont vu les unités « spécialisées » dans le maintien de l'ordre se livrer à leur sport favori : la ratonnade. Ils ont vu agir, en marge des démonstrations de rue, quelques dizaines de provocateurs dont tout indique qu'ils sont parfaitement connus des services de police et d'une extrême droite à l'influence croissante au sein de l'appareil d'Etat. En une semaine, on a matraqué et mutilé des jeunes ; on est allé jusqu'à tuer. Si la répression n'a pas eu raison de la mobilisation, un fossé de sang sépare désormais la jeunesse de l'équipe au pouvoir.

Tout cela ne constitue nullement un dérapage. C'est le produit délibéré d'une politique. La logique de « déréglementation » que nos libéraux s'efforcent en effet d'imposer au pays, suppose en effet l'exclusion, la marginalisation de catégories entières de la population. Comme ils savent que pareille orientation ne peut que sécréter la révolte, ils ont mis sur pied un dispositif coercitif inégalé depuis les débuts de la V^e République, si ce n'est depuis Vichy. De ce point de vue, pour sympathique qu'elle soit, la déclaration du secrétaire général de la FASP (reproduite ci-contre) recèle de terribles illusions. Moins que jamais, dans cette société capitaliste en crise, la police n'a pour mission de « protéger, rassurer et défendre » les citoyens. On lui assigne au contraire l'objectif de

les terroriser et de briser leurs luttes. Malik Oussekiné vient ainsi rejoindre Loïc Lefebvre, William Normand ou Abdel Benyahia sur la liste déjà trop longue des victimes de cette impitoyable volonté. « Plus jamais ça ! », disaient les centaines de milliers de manifestants rassemblés, dans toute la France, le 10 décembre. Mais pour que cesse la terreur, il ne suffit pas d'en appeler aux « valeurs de la République ». Il faut briser la cohérence de la politique répressive. Il faut s'organiser pour défendre le droit de manifester, comme l'ont fait les étudiants et les lycéens. Il faut obtenir la dissolution de toutes les unités « anti-émeutes », à commencer par le sinistre peloton des voltigeurs motocyclistes. Et il faut démissionner Pasqua, le ministre assassin.

Christian Picquet

La mort de Malik Oussekiné n'est nullement la conséquence d'un dérapage. C'est le produit d'une politique délibérée.



6 décembre à Paris. Immobiles, les flics laissent agir quelques dizaines d'individus qu'ils connaissent apparemment fort bien. Quelle différence avec les Invalides !

mes politiques n'y rajoutent pas leurs petites phrases démagogiques. On ne gouverne pas la police comme une campagne électorale, on ne politise pas un service public si nécessaire à la population, on n'encourage pas la présence dans nos rangs d'une minorité d'extrémistes qui déshonorent la police. Or, ces derniers mois, ces erreurs ont été commises. Notre profession a besoin de calme et de compétence. Que les res-

ponsables du gouvernement donnent l'exemple.

Enfin, je voudrais dire aux jeunes de ne pas céder à l'amalgame. La majorité des policiers sont républicains, respectueux de notre devise à tous : liberté, égalité, fraternité.

L'angoisse devant le chômage, le désir de faire des études, nous les avons vécus comme vous. La jeunesse, elle existe aussi dans la police. Evitons ensemble

qu'un nouveau fossé se creuse entre vous et nous. Evitons qu'un racisme antiflic remplace un racisme antijeune. Ni vous ni nous n'y avons intérêt. La police n'est pas responsable de ce contre quoi vous manifestez. Ne vous en prenez pas à elle, gardez votre calme. Et je demande aussi à mes collègues de garder le leur, au nom de la haute idée que nous nous faisons de notre profession.

6 décembre 1986

JEUNE, IMMIGRE, GIBIER ?

Abdel Benyahia a été tué par un flic, dans un bar de Pantin, le même soir que Malik Ousseki. Comment ne pas rapprocher les deux événements, quand toute une génération défile au coude à coude et que Pasqua dénonce les « agitateurs de toutes nationalités » ?

Une centaine de personnes se sont rassemblées lundi soir à La Courneuve pour manifester leur horreur à la suite du meurtre d'Abdel Benyahia, vingt ans, abattu par un flic en civil dans un bar de Pantin.

Ce sont les amis d'Abdel, ceux qui ont assisté au meurtre, qui ont tenu à témoigner, à rapporter aux habitants de La Courneuve où il habitait ce que la police a voulu cacher.

Vendredi 5 décembre, Abdel donne rendez-vous à ses amis au *Tout est bien*, un bar au carrefour des Qua-

tre-Chemins à Pantin, le lieu idéal pour se retrouver avant de filer au cinéma.

Le *Tout est bien* est une grande brasserie au comptoir immense. Les jeunes sont dans le fond quand, se souvient un témoin, « *près du comptoir, il commence à y avoir une embrouille. Deux hommes se disputent très fort. L'un des deux se met à insulter la salle. Un premier client s'interpose.* » Les deux hommes sortent du bar et poursuivent leur violente querelle sur le trottoir. « *Abdel intervient. Il veut les calmer.* » « *C'est alors, raconte Yseult, un de*

ses amis, *que j'ai vu un homme se lever, porter la main à un étui qu'il avait à la hanche gauche, sortir un revolver puis tirer sur Malik en criant "Police!"* » Ce mot résonnera longtemps dans la tête des jeunes témoins. Ils n'ont pas compris. Il n'y a pas eu de sommations, et d'ailleurs pourquoi y en aurait-il eu puisque Abdel ne faisait rien de mal.

L'assassin, un inspecteur de police de trente et un ans, n'était pas en service. Il plaide aujourd'hui la légitime défense et affirme qu'il s'est senti menacé. Le mi-

nistère de l'Intérieur l'a suspendu de ses fonctions tandis que le juge d'instruction l'inculpe d'homicide volontaire mais le laissait en liberté provisoire.

La blessure, le sentiment d'injustice ébranlent les amis, les parents d'Abdel. « *Les flics et le SAMU, se souvient son frère, sont arrivés en même temps. Ça m'a dégouté; ils ont mis mon petit frère dans le car de police et le flic dans celui du SAMU.* »

La famille est restée dans le noir absolu et ce n'est qu'au bout de quarante-huit heures qu'elle a été informée de l'endroit où se trouvait le corps d'Abdel.

Pour les jeunes de La Courneuve, passé le choc et l'horreur des premiers instants, il faut témoigner. Deux jeunes filles qui, après le drame, se sont enfuies dans la panique veulent aujourd'hui être entendues par l'IGS, même si elles sont informées par une de leurs amies de ce qui les attend. Cette dernière s'est entendu

dire par les flics : « *Ton témoignage ne comptera qu'à moitié parce que tu es tout le temps à trainer avec les Arabes.* »

Le racisme dans cette cité, à deux pas de l'endroit où Toufik Ouannes, neuf ans, a été tiré comme un lapin en 1983, n'est pas une invention ni une chimère. Lundi soir, les jeunes ont immédiatement lié la mort d'Abdel à celle de Malik (« *Sur des milliers d'étudiants, il a fallu comme par hasard que ce soit un frisé qui meure* », lance Ahmed) et à celles des enfants africains victimes des incendies criminels commis dans le XX^e à Paris.

C'est pour protester contre le meurtre d'Abdel, mais aussi en souvenir de toutes les victimes du racisme, que les jeunes de La Courneuve ont organisé mardi, brassard noir au bras, un cortège silencieux de la cité des 4 000 aux Quatre-Chemins où Abdel s'est effondré.

Flora Chénétier

LOIS XENOPHOBES

AUCU... AUCUNE HESITATION

Depuis le 16 mars, le gouvernement distille le racisme dans la police et la population. Mais il est maintenant prouvé qu'on peut le contraindre à reculer. A nous de nous en souvenir à propos du Code de la nationalité.

Abdel Ben Yahia est mort la même nuit que Malik. Que ce second meurtre soit un acte raciste ou non de la part de son auteur, l'attitude des policiers relève explicitement d'un comportement qui ne fait que se développer sous l'autorité de Pasqua et Pandraud. Comportement et climat raciste dont à l'évidence a été victime Malik.

Devant le mouvement de la jeunesse, les gouvernants bavent de rage en voyant que tous leurs efforts pour distiller le poison du racisme n'a que peu de prise sur une génération qui défile au coude à coude, quelle que soit la couleur de sa peau. Alors, ils en rajoutent. Brandissant le spectre des agitateurs « de toutes nationalités », Pasqua voulait sûrement, tout comme Le Pen quelques jours auparavant qui ne voyait que des maghrébins le huer devant l'Assemblée, réveiller les réflexes sur lesquels ils essaient de jouer depuis huit mois à travers le terrorisme et la sécurité. Des centaines de milliers de jeunes et de

travailleurs honorant dans la rue la mémoire d'un Français d'origine algérienne, tel est aussi le symbole de ce mouvement.

Ni Chirac ni Pasqua n'ont eu un mot pour la famille de Malik. A celle d'Abdel, ils ont fait pire en cachant pendant quarante-huit heures sa mort et son corps à ses proches. Demain, ils oseront encore verser leurs larmes hypocrites sur la démocratie, eux qui violent chaque jour le respect le plus élémentaire de l'être humain.

Depuis huit mois, ce gouvernement œuvre à distiller le racisme parmi la police et la population, en actes-réflexes transformant les agressions contre les immigrés et les Beurs. Dix-sept morts criminelles dans le XX^e arrondissement de Paris sont la triste conséquence de cette politique.

Tout comme ils redoutent qu'une jeunesse victorieuse par la rue en tire demain toutes les leçons, ces gouvernants doivent redouter qu'elle refuse, à l'instar du projet Devaquet-Mo-

nory, les lois scélérates que Chalandon veut lui imposer avec son Code de la nationalité.

Depuis le 16 mars, Chirac met sur pied un mécanisme visant à humilier, marginaliser, exclure encore davantage une partie de la jeunesse et de la population du pays. Il comptait pour cela sur la passivité et la résignation. Les événements des derniers jours ont créé un nouveau climat dans le pays, amenant par exemple la droite à remballer sans tambour ni trompette sa remise en cause du remboursement de l'avortement.

Cette leçon doit être tirée dès maintenant pour construire un puissant mouvement qui balaye le projet de réforme du Code de la nationalité. Aucune hésitation ne doit être de mise. Il est prouvé qu'une puissante mobilisation peut changer concrètement les conditions de vie de millions de personnes.

Nous pouvons faire reculer Chirac; c'est le moment de lui faire ravalier sa politique contre les immigrés.

Laurent Carrasso

VIENT DE PARAITRE

15 F N° 38
HIVER 86

cahiers du féminisme

Féminisme et syndicalisme aux USA

AVORTEMENT Le remboursement en danger !

Rosa Luxemburg



DOSSIER : Séparation La garde des enfants en débat

Tout au long de la mobilisation de la jeunesse, Mai 68 fut la référence constante du pouvoir. Ce qui prouve au moins qu'il n'a jamais sous-estimé la profondeur du soulèvement !

Comme 1986 est l'anagramme de 1968, on a voulu voir dans les événements actuels le reflet des « événements de Mai ». Il semble même que cette référence ait été constante pour le pouvoir. Plus que jamais en cet automne, un spectre hante la bourgeoisie... 1968 !

On a pu le constater tout au long des mobilisations de cet automne, le gouvernement a accumulé les faux pas, tandis que les étudiants et les lycéens qui refusaient dans leur immense majorité

problème strict des projets en cause, et comment elle révélait le malaise d'une génération entière massivement confrontée au chômage que nourrit la crise économique. A partir de cette analyse lucide, le gouvernement n'a pas su tirer les conséquences politiques concrètes.

Certes, les projets de réforme des lycées et des universités ont servi de prétexte à l'expression d'un malaise social plus vaste (voir page 14). Mais à la différence de 1968, la contestation générale de



En quelques jours, les fautes du pouvoir aidant, la nouvelle génération a beaucoup appris.

1968, 1986

CE SPECTRE QUI LES HANTE

la filiation avec 1968 ont conduit leurs « événements » avec une grande maîtrise. Les plus rétro n'étaient donc pas ceux qu'on croyait.

Pourtant, en usant et abusant de cette référence, le pouvoir a évité un écueil théorique, à savoir la sous-estimation de la profondeur du mouvement. Dès le début, en effet, on a pu entendre Devaquet signaler combien la mobilisation en cours dépassait le

Bien sûr, on n'a pas rencontré les délires de Mai...

cette société n'a pas pris jusqu'à présent le pas sur la question de l'école. Si l'on a revu des images « soixante-huitardes », faites de manifestations monstres, de charges de flics et d'amphis surchauffés, on n'a pas rencontré l'utopie, les délires et les rêves de Mai. Il est vrai que le contexte a radicalement évolué.

Pas d'utopie

A l'époque, la France ne savait pas encore qu'elle était à la fin des Trente Glorieuses, ces trente années de prospérité de l'après-guerre. Depuis plus de dix ans désormais, l'économie se trouve en crise, et le nombre des chômeurs, notamment au sein de la jeunesse s'accroît.

C'est pourquoi le problème de l'avenir professionnel reste, dans l'esprit des jeunes, majeur. Pas question de perdre de vue ce problème, pas question non plus de ne pas faire céder le gouvernement sur la revendication précise du retrait d'un projet d'américanisation de l'enseignement. Pas d'utopie, mais un objectif à court terme. Gagné.

Spectre aveuglant

Dans ce domaine, le spectre de 1968 l'a aveuglé. En quelques jours, il a sauté

d'erreurs en erreurs, jusqu'à la faute tragique, mais logique, du vendredi 5 décembre, la mort de Malik Oussekin. Refus de reconnaître l'importance de la mobilisation, tentatives de dénoncer de prétendues récupérations et manipulations de gauche ou d'extrême gauche pour diviser le mouvement, in-

1968, la classe dominante avait modernisé ses forces répressives, fiché des militants politiques et syndicaux et recouvert de bitume les trop fameux pavés parisiens. Ce mouvement l'a surprise car la jeunesse des années quatre-vingt s'était peu organisée politiquement. Tout au plus était-elle

quet. Deux semaines trop tard, cependant.

Les moyens de cette victoire tiennent à la maturité politique du mouvement, fruit de son organisation. Les étudiants ont donné une véritable leçon de démocratie réelle, avec leurs assemblées générales souveraines, leurs délégués élus sur mandats précis et révocables et leurs coordinations locales et nationales. Ils ont su utiliser avec discernement les différentes formes de mobilisations (grèves, manifs locales, sit-in, manifs nationales, occupations, popularisation) et enfin, liens avec le mouvement ouvrier. Ils ont su faire céder le gouvernement en trois semaines, ce que bien des travailleurs et même des militants syndicaux pensaient impossible.

Dire que 1986 n'est pas 1968 ne doit pas conduire à en sous-estimer la portée. Le malaise que ce mouvement a révélé subsiste. Au ban des accusés, le libéralisme et son corollaire, l'autoritarisme, qui se traduisent entre autres par le chômage, les privatisations, le Code de la nationalité, les prisons privées, les bavures policières, la montée du racisme.

En trois semaines de mobilisation, les étudiants et les lycéens ont beaucoup appris sur la réalité de la société libérale. Et sur les moyens de s'affronter au pouvoir.

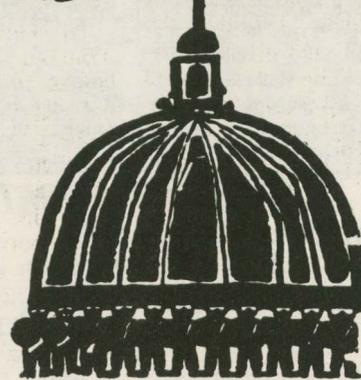
Natacha Brink

LA BEAUTÉ



EST DANS LA RUE

TROP TARD CRS



LE MOUVEMENT POPULAIRE N'A PAS DE TEMPLE

... mais un refus massif d'un certain projet de société.

transigeance et paternalisme dans les propos, tentatives de discréditer la lutte en utilisant tous les provocateurs possibles, répression brutable. L'intervention de Pasqua, dimanche 7 décembre au congrès du RPR, a été en ce domaine un point d'orgue.

Tirant les leçons de

humaniste, pacifiste, antiraciste. En tout cas, le marxisme était peu prisé, tant le discrédit des pays prétendument « socialistes » est grand. Pas de quoi inquiéter Chirac-Pasqua. Loupé. La seule erreur que Chirac n'ait, en fin de compte, pas commise, ce fut de retirer le 8 décembre le projet Deva-

NICARAGUA PROVOCATION HONDURO-REAGANIANNE

« Nous ne chantons pas victoire, nous ne croyons pas non plus à une lune de miel à cause des difficultés que connaît Reagan. Au contraire, nous sommes plus prudents que jamais, afin d'éviter qu'aucune de nos actions ne puisse donner prise aux Etats-Unis pour présenter le régime du Nicaragua comme un agresseur et faire une opération du type de celle en Libye contre nous », a déclaré le commandant Carlos Nunez à Madrid.

Présage malheureusement vérifié ! Dès dimanche, on apprend que le Honduras accusait l'armée nicaraguayenne d'avoir violé son territoire national. Le gouvernement hondurien se mobilise, encadré et conseillé par l'allié nord-américain, omniprésent - militairement parlant - dans le territoire. L'armée américaine aide à transporter des troupes honduriennes vers la frontière, dans le département de El Paraiso. On apprend par ailleurs que plusieurs points frontaliers du nord du Nicaragua ont été bombardés, tuant plus de huit civils. Le gouvernement sandiniste accuse les forces armées des Etats-Unis d'être derrière ces opérations.

Reagan, on le sait, est en train d'épuiser ses cartouches. Minorisé à l'intérieur des Etats-Unis, après le scandale des armes vendues à l'Iran, sa

politique et son aide à la contra sont fréquemment mises en cause par un Sénat où les républicains n'ont plus la majorité.

Reagan tente d'avoir recours aux grands moyens, ne pouvant pas (ou difficilement) se permettre une opération directe contre le Nicaragua, tentant de provoquer un conflit militaire entre les deux pays. Les Etats-Unis pourraient alors intervenir à travers le TIAR (Traité interaméricain d'assistance militaire).

Cette « tactique » peut sembler un peu usée... Mais combinée à la pression militaire directe (flotte US dans les eaux territoriales nicaraguayennes) économique (blocus), diplomatique (pressions répétées sur Contadora, blocage des « alliés » centre-américains), elle peut provoquer le pire.

Reagan est engagé dans une course contre la montre, il peut tenter de se sauver par une opération-éclair réussie contre le Nicaragua et remettre en branle les fantômes des « remèdeurs de l'Amérique ». Reagan a assez d'acharnement contre la révolution nicaraguayenne pour se lancer dans une telle opération. Il ne doit cependant pas être naïf au point de croire qu'elle se déroulerait aussi facilement qu'à Grenade.

□ L'effet Tchernobyl se fait sentir. Les électeurs du canton de Genève ont approuvé à 57,5 % une « initiative populaire » d'associations écologistes et de partis de gauche rejetant ainsi l'implantation d'une centrale nucléaire à Verbois, commune située à sept kilomètres de Genève. Les cantons de Bâle et de Berne avaient déjà repoussé une telle éventualité.

EUSKADI : LE PSOE PROPOSE UNE COALITION

Le Parti socialiste d'Euskadi a fait un tour de table des différents partis nationalistes (à l'exclusion d'Herri Batasuna). Il devrait concrétiser une proposition de coalition avec ces forces (Parti nationaliste basque, Solidarité basque de Garaikoetxea, Euskadiko Eskerra).

Tenant le discours de la carotte et du bâton, le parti de Txiki Benegas les menace : « Si elles décident d'étaler leurs responsabilités et optent a priori pour s'intégrer dans l'opposition, la stabilité du gouvernement et le programme se feraient en accord avec les autres forces démocratiques » (autre-ment dit, de droite).

Par ailleurs, Herri Batasuna s'est affirmé prêt à participer au Parlement autonome à condition que les autres forces nationalistes souscrivent à son programme : autodétermination, intégration de la Navarre dans le Pays basque, récupération économique et linguistique et négociations avec l'ETA politico-militaire.

□ Le numéro 35 de Solidarité Guatemala vient de paraître avec notamment au sommaire des articles sur la réforme agraire, la course aux armements en Amérique centrale, l'urbanisme en temps de guerre et l'organisation dans les bidonvilles. Cette revue, au prix de 20 francs, est publiée par le Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris, tél : 45 79 67 57.

□ Après les Philippines de Marcos, Taiwan, l'ancienne Formose, connaît à son tour la crise du régime dictatorial en place, celui du Kuomintang. Créé illégalement le 28 septembre dernier, le Parti démocratique progressiste, PDP, a réussi à faire élire 23 députés en réunissant 24 % des voix dans l'île.

COURTS... ... METRAGES

REPRESSION EN GUADELOUPE

Une vague de répression visant à décapiter le mouvement ouvrier est en train de s'abattre sur la Guadeloupe. Profitant d'une série d'attentats à l'explosif organisée par certains militants nationalistes, le gouvernement colonialiste français en profite pour réprimer des militants et des organisations qui n'ont rien à voir avec ces attentats.

C'est ainsi que deux dirigeants de la CFDT-Guadeloupe ont été emprisonnés. Mardi 9 décembre, des perquisitions et des interpellations avaient lieu chez des militants du MASU, organisation syndicale qui se bat pour l'indépendance et le socialisme. Le même jour à Paris, la police arrêtait un autre dirigeant de cette même organisation, en stage en France. Il s'agit d'Alex Lollia, syndicaliste très connu et militant du Groupe révolution socialiste (GRS, section antillaise de la IV^e Internationale).

Toutes ces nouvelles nous arrivent au moment du bouclage, mais il est désormais évident que le gouvernement a décidé une grande opération répressive. Les travailleurs guadeloupéens doivent pouvoir compter sur la solidarité immédiate de tous les anticolonialistes français.

□ Le congrès national du PSU se tiendra du 12 au 14 décembre à Bourg-en-Bresse. Une délégation de la LCR assistera à ses travaux.

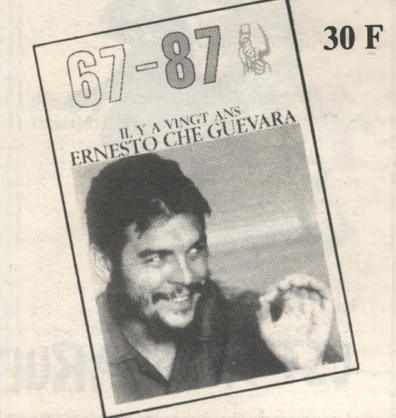
SACRE CABANES

D'accord ! « Ce sont les caractéristiques elles-mêmes du mouvement des étudiants et des lycéens qui portaient en germe son éclatante victoire », écrit Claude Cabanes dans l'Humanité. Pacifique, studieux, inventif, le mouvement est resté fidèle à son objectif précis, concret et d'envergure : c'est ce qui a fait capituler le gouvernement. Il a préservé son autonomie avec un soin jaloux, en restant maître de ses mots d'ordre et de ses formes d'action. Il est fort, l'éditorialiste de l'Humanité, qui ne prononce pas une seule fois l'expression « comité de grève ». Les militants qui proposent dans une entreprise cette garantie de prise en charge de la grève par les grévistes eux-mêmes se font en général descendre en flammes par les militants du PCF !

Henri Krassucki, lui, insistait dernièrement sur la capacité des lycéens et des étudiants à contrôler leurs délégués, les porte-parole de leur mouvement... sacrée hypocrisie ! Proposer un comité de grève dans la CGT, c'est bien connu, vous vaut immédiatement d'être qualifié de gauchiste et d'irresponsable !

CALENDRIER 1987

En vente auprès des diffuseurs de Rouge ou en écrivant à : LCR (Bakou), 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Chèque à l'ordre de la LCR.



PAUVRE MAX

« La réforme est enterrée », constate tristement Max Clos, éditorialiste patronné du Figaro, dans le numéro de mardi. « Les étudiants actuels et futurs seront les premiers à en subir les conséquences. C'est dommage mais c'est leur choix et il n'est pas possible de les convaincre de leur erreur ni de les contraindre à le reconnaître. Tant pis pour eux... »

Terrible ! Selon Louis Pauwels, éditorialiste du Figaro-Magazine, les étudiants et les lycéens sont atteints du « Sida mental ». Pour Max Clos, il sont suffisamment masos et cons à la fois pour organiser eux-mêmes leur propre malheur. « Une masse inorganisée, sans projets, sans idées, sans dirigeants responsables, mais enivrée du pouvoir qui donne momentanément le nombre. Des garçons et des filles saoules de slogans absurdes, hurlés au rythme d'incantations primitives... », conclut-il.

Quel monde ! Le pire étant que chez les amis de Max Clos, les meurs n'ont pas l'air meilleures ! « A l'évidence », écrit-il, une des composantes de la majorité était en train de lâcher M. Chirac. » Dur ! Des traites au milieu de l'épreuve ! Pauvre Max !

□ Dans le cadre de ses conceptions de la démocratie libérale, le gouvernement Chirac vient de décider de supprimer les subventions aux petits syndicats paysans. Les six milliards de francs étaient habituellement versés par l'Association nationale du développement agricole à quatre syndicats minoritaires situés « à gauche » : MODEF, CNSTP, FNSP, FFA. Ceux-ci représentent environ un tiers des voix aux élections des chambres d'agriculture. Désormais, monsieur Guillaume veut mettre en place le monopole de la représentation des agriculteurs dans les mains des « bons » syndicats, à savoir la FNSEA et le CNJA.

□ Un vingt-troisième réfugié basque vient d'être remis dans les mains des flics espagnols. Il s'agit de Juan José Arruti Lopez, arrêté et expulsé le 30 novembre. La routine est désormais prise et plus personne ne bronche. Fabius avait donné l'exemple, Pasqua crée l'habitude et nos libertés en crévent.

□ La nouvelle du retrait du projet de loi Devaquet a déclenché une clameur de satisfaction... à la Bourse de Paris. La nouvelle a fait le tour de cette maison en moins d'une minute. Les commis, les agents de change ont, paraît-il, tapé du pied faisant « un boucan d'enfer ». Il faut dire que le marché avait commencé à chuter de 1,7 %.

EPIDEMIE AUX ASSISES

Le procès de Régis Schleichner vient d'être renvoyé, et sans doute pour longtemps. En effet, un cinquième juré a fait faux bond. Le chiffre fatidique a donc été atteint, empêchant ainsi la poursuite des audiences. Depuis les menaces du principal accusé contre les jurés, une curieuse épidémie les a frappés. Tous ont envoyé des certificats médicaux pour justifier leur absence. Il n'y a que les juges qui n'ont pas le droit d'être « malades ». Il faut dire qu'eux, au moins, sont payés. En tout cas, la justice « populaire » en a pris un coup. Et les partisans des cours d'assises spéciales vont s'en trouver confortés.

□ Manifestation combative de 110 personnes d'EFCS, filiale de Thomson à Grenoble, le vendredi 28 novembre pour « sauver » 46 personnes du licenciement demandé par la direction. Cette manifestation venait exiger des comptes sur le reclassement éventuel promis par les pouvoirs locaux. Vendredi 5 décembre, comme le disent les syndicats CGT, CFDT et FO, la décision prise par le préfet et le directeur du travail sera politique et les salariés ne laisseront pas faire ces 46 licenciements sans réaction.

AVORTEMENT : LA VIGILANCE TOUJOURS

Un recul, c'est bien connu, peut en amener d'autres... Les débats parlementaires de ces derniers jours paraissent totalement surréalistes s'ils n'étaient pas datés à l'heure de la victoire du mouvement contre les lois Devaquet-Monory. Et l'on voit Michèle Barzach, ministre de la Santé, devenir en deux temps trois mouvements une fervente adepte du remboursement de l'avortement, tentant d'expliquer à ses collègues qu'il s'agit à ses yeux de la « moins mauvaise » des solutions pour limiter les inégalités financières... Et l'on voit l'ensemble du gouvernement s'opposer à ses amis de la

AUTRE CHOSE

Quotidien depuis le début de la lutte, AUTRE CHOSE, journal des JCR, est maintenant diffusé à plus de 50 000 exemplaires. Sa seule vente auprès des jeunes lecteurs ne peut assurer son équilibre financier : on ne peut être jeune et riche à la fois. C'est pourquoi AUTRE CHOSE fait appel à votre soutien pour assurer son avenir... votre avenir. Vos chèques à AUTRE CHOSE: un investissement en béton.

Verser 30F, 50F, 100 F ou plus en libellant vos chèques à l'ordre de: "Autre chose".

POUR MIEUX NOUS CONNAITRE

CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
INPRECOR (quinzomadaire) 1 an	250 F	250 F
QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)	100 F	170 F

Règlement à l'ordre de la PEC

RENCONTRE ALTERNATIVE EN ANGERS

A l'initiative de Marc Gicquel, conseiller régional et membre du collectif Anjou-écologie-autogestion, une rencontre d'une vingtaine de collectifs alternatifs s'est tenue à Angers les 22 et 23 novembre. Cette rencontre fut surtout un échange d'expériences et les participants ont décidé d'organiser une nouvelle réunion les 23 et 24 mai prochain. Il existe aujourd'hui dans le pays une quarantaine de collectifs unitaires dont près de la moitié ont une réalité significative en terme de représentativité et d'implantation dans les mouvements sociaux. Ils éditent des bulletins, organisent des débats et sont souvent partie prenante de campagnes sur le racisme, l'emploi ou le nucléaire.

□ Le franc est victime de la lutte des étudiants. Il a fortement reculé lundi face à l'ensemble de monnaies, tombant notamment à son plus bas niveau par rapport au mark, depuis le dernier réajustement monétaire au sein du SME. La Banque de France a dépensé des milliards pour soutenir la monnaie nationale. Il est des jours où la Banque de France doit maudire le gouvernement d'avoir levé le contrôle des changes.

COURTS... ... METRAGES

Les éditions PEC-La Brèche tiennent à manifester leur solidarité avec les éditions Lieu commun, condamnées à deux cent mille francs d'amende pour avoir publié un livre de J.-P. Dubreuil, *Bolides en or*, ouvrage mentionnant des faits déjà largement évoqués par la presse et concernant J.-M. Ballestre.

Les documents de référence sont ceux découverts dans les archives allemandes, en particulier le rôle joué par l'actuel président de la Fédération in-

ternationale des sports automobiles durant la Seconde Guerre mondiale dans les rangs des Waffen-SS.

Non seulement les faits mentionnés sont du domaine public, mais la somme exorbitante réclamée est de nature à mettre directement en péril une petite maison d'édition. C'est d'une atteinte ouverte à la liberté d'écrire qu'il s'agit.

Ceux qui ne s'émeuvent pas de la publication des thèses mensongères et ignobles de Faurisson sont beaucoup plus chatouilleux dès que le passé

peu glorieux d'actuelles personnalités est mis en lumière. Il faut dire que le présent de Ballestre, qui cautionne le régime d'apartheid en organisant le Grand Prix d'Afrique du Sud n'est guère plus prestigieux.

Notre maison d'édition s'associe à l'appel contresigné par plusieurs éditeurs qui « en appellent à la solidarité active de tous ceux pour la liberté d'écrire doit l'emporter sur le pouvoir de faire taire l'histoire ». Envoyez votre soutien à : Editions Lieu commun, 37, rue de Turenne, 75003 Paris.

Tu hésites : un parfum, un disque, les œuvres complètes de Tapie, un micro-ordinateur Thomson... Si tu veux faire un cadeau intelligent, un cadeau témoin de la « France qui gagne », un cadeau qui chaque semaine fera penser à toi celui ou celle à qui tu l'offres, ne cherche plus :

OFFRE UN ABONNEMENT A ROUGE ET CRITIQUE COMMUNISTE

J'offre un abonnement à Rouge et Critique communiste (un an 48 numéros de Rouge et 11 numéros de Critique communiste dont un spécial) 450 F (France/TOM-DOM), 500 F (étranger).

Nom
Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
Règlement à l'ordre de la PEC. Envoyer 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil

ABONNEMENTS MILITANTS

Si tu es un lecteur régulier de Rouge, tu sais sûrement que nous te proposons une formule d'abonnement, dite « abonnement militant », qui te permet de recevoir chaque semaine Rouge, chaque mois Critique communiste, directement, de la main à la main, le journal t'étant apporté chez toi ou sur ton lieu de travail par les camarades de nos sections ou fédérations. Si ton domicile est éloigné ou si tu es difficilement

joignable, tu peux aussi le recevoir par la poste.

Les dernières semaines ont démontré une nouvelle fois le rôle d'une presse toute entière au service des luttes de la jeunesse et des travailleurs. Rouge a fait un effort particulier pour t'informer en détail du grand mouvement de grève des étudiants et lycéens en y consacrant une grande partie de ses pages.

Tu le sais aussi, Rouge, avec ses vingt-quatre pages, aborde chaque semaine les conditions de vie et de lutte des travailleurs, les nombreuses questions politiques nationales et interna-

tionales, sans oublier l'actualité culturelle.

Un tel effort est un exploit financier et humain de chaque jour.

Prendre un abonnement militant, c'est te permettre chaque semaine de te tenir informé, mais c'est aussi apporter ta contribution à cet effort en nous donnant les bases financières indispensables à notre parution.

Alors, n'oublie pas dans les jours qui viennent de souscrire ou de renouveler ton abonnement auprès de nos camarades ou de nous contacter directement.

le gouvernement, cinq indisciplinés, jusqu'aboutistes dans leur mépris des femmes, ensemble avec les lepénistes. Pas de quoi pavoiser chez les fachos...

Ceux-là veulent désormais tenter de digérer la bataille perdue en lançant « un vaste débat » dans tout le pays. En attendant des jours plus favorables, voilà du pain sur la planche pour les activistes de « Laissez-les vivre » et autres officines de secours aux fœtus occidentaux.

La vigilance et l'unité des féministes, dont la preuve a été faite ces derniers jours, sont un atout essentiel pour l'avenir !

remplacerait avantageusement le droit de toutes les femmes.... Devinez où vont les pensées profondes.

Se retrouver face à une nouvelle contestation, qui n'aurait pas manqué d'être massive, avouez que le risque avait de quoi ébranler les nerfs malmenés des membres du gouvernement...

Ainsi les étudiants et lycéens, sans même le savoir pour la plupart d'entre eux, auront forcé les tenants de l'injustice sociale et du sexisme affiché à ravalier leur projet antifemmes.

Cinq députés du RPR ou de l'UDF ont voté avec le Front national contre

le gouvernement, cinq indisciplinés, jusqu'aboutistes dans leur mépris des femmes, ensemble avec les lepénistes. Pas de quoi pavoiser chez les fachos...

Page 12, Rouge n° 1236, du 12 au 17 décembre 1986



En amont de la vie professionnelle, l'école a largement contribué à « fabriquer » la jeunesse. Et le boulet de la crise ne suffit pas à l'arrêter.



VOUS AVEZ DIT JEUNESSE ?

Elle vient de resurgir sur la scène centrale. Mélange détonant de disponibilité et d'oppression, le jeunesse appelle le mouvement. Mais qu'est-elle vraiment, en ces années de crise ?

Qu'est-ce qui rapproche un fils d'ouvrier préparant un CAP d'un élève de terminale C ? Que peut partager un jeune TUC avec un étudiant ? Les différences sont trop évidentes : les jeunes héritent des conditions sociales de leur famille.

Pourtant, la jeunesse désigne un statut social particulier : déjà plus l'enfance, pas encore l'âge adulte... La jeunesse est d'abord un état précaire. Précarité relative, compensée par des privilèges ou, au contraire, cumulée avec des conditions de vie difficiles.

La jeunesse n'est donc pas un « tiers état » à côté des classes sociales fondamentales. Elle serait mieux définie comme un non-état : entre la famille et le travail salarié. Cette exclusion unifie les comportements de la jeunesse et nourrit son potentiel de révolte. Elle n'est ni résignée à son état présent ni identifiée à son état futur. Dans cette liberté s'enracinent les cultures en marge et les solidarités de groupe. Mélange détonant de disponibilité et d'oppression, l'état de jeunesse appelle le mouvement.

Vieillir à l'école

La scolarité obligatoire a prolongé le statut de l'enfance au-delà de l'âge biologique : jusqu'à douze ans depuis Jules Ferry ; quatorze ans depuis le Front populaire ; seize ans sous la V^e République. De plus en plus de jeunes étudient de plus en plus longtemps. Et la crainte du chômage am-

plifie la demande de scolarisation.

On vieillit donc dans l'institution scolaire. Le paradoxe est que les jeunes adultes y sont souvent traités comme des mineurs. L'école est en même temps un lieu d'enfermement et un espace de liberté : on y est paternel, mais on y échappe aussi à l'exploitation et à la discipline du travail salarié. En amont de la vie professionnelle, l'école a donc largement contribué à fabriquer « la jeunesse ». Certes, les scolarisés ne sont qu'une fraction de la jeunesse : en 1984, 75 % des jeunes de dix-sept ans étaient scolarisés et seulement 48 % des dix-huit ans, 30 % des dix-neuf ans, 18 % des vingt ans, 13 % des vingt et un ans... Mais les lycées et universités sont des concentrations qui diffusent dans toute la jeunesse un mode de vie et de pensée.

Quant aux jeunes qui quittent l'école à seize ans, leur intégration dans la vie adulte n'est pas réalisée pour autant. Au cours de la dernière décennie, « l'insertion professionnelle et sociale des jeunes » est apparue comme un problème moral en soi : y a-t-il meilleur aveu de la situation d'exclusion où la crise confine la jeunesse ? Le taux de chômage des quinze-vingt-cinq ans est presque trois fois plus élevé que le taux de chômage de la population active dans son ensemble. Et sur dix chômeurs, quatre ont moins de vingt-cinq ans. Dans les premières années de la crise, tous les gouvernements ont voulu croire à un

dérèglement passager du marché du travail : les premiers stages alternant le travail et la formation devaient être des formules provisoires. Mais leur reconduction a consolidé un marché du travail spécifique des jeunes, une véritable réserve de jeunes.

Dans tous les Etats capitalistes, patronats et gouvernements ont multiplié les modalités d'embauche accompagnées de clauses précaires, d'exonérations ou subventions, ainsi que de rémunérations dérisoires. A défaut d'être officiel, le « SMIC jeune » existe déjà dans la réalité de nombreux contrats d'insertion professionnelle.

Période de non-insertion

Les TUC (un mi-temps, pour un tiers de SMIC) ont symbolisé l'évolution structurelle du marché du travail. Lancés fin 1984, les TUC auraient concerné trois cent cinquante mille jeunes en 1985. Tirant le bilan de la gauche dans ce domaine, le gouvernement Fabius revendiquait 280 000 formations spécifiques pour les jeunes de seize à dix-huit ans, et 300 000 contrats emploi-formation, entre mars 1982 et février 1986. Ces mesures ont une première conséquence sur le droit du travail : elles multiplient les dérogations et introduisent la flexibilité. Mais elles ont aussi à moyen terme un effet social : l'institutionnalisation d'une période de non-insertion pour une masse de jeunes.

L'OCDE exprime cette conviction dans plusieurs études. L'une d'entre elles (*Politiques novatrices en faveur des jeunes*, 1985) avoue franchement : « Les autorités de nombreux pays de l'OCDE devront concevoir leur politique de la jeunesse comme des stratégies d'ensemble, visant non pas à réduire le chômage des jeunes, mais 1. A rendre les inévitables périodes de chômage plus productives pour les intéressés et pour la société ; 2. A réduire au minimum les stigmates de l'échec associés au chômage de longue durée. » La même année, une autre étude de l'OCDE (*Devenir adulte dans une société en mutation*, 1985) notait que « les jeunes qui ont une vingtaine d'années vivent dans une sorte de *no man's land* ». Et de généraliser : « Ce que nous voyons apparaître à présent dans les pays de l'OCDE est un système de transition d'enseignement et de formation post-obligatoire pour tous, ou presque tous, les jeunes de seize à dix-neuf ans. Il est donc tout à fait justifié de parler d'un "nouvel" état qui se situe entre celui que nous appelons l'adolescence et l'âge adulte. »

Système de vie

Mais le mouvement contre la loi Devaquet, après la vague antiraciste « Touche pas à mon pote », démontre que le boulet de la crise ne suffit pas à freiner la jeunesse. La génération du milieu des années quatre-vingt a grandi avec elle.

Elle a donc appris à ne pas en avoir peur : l'humanisme spontané des jeunes a repris le dessus. Après la génération de 1968, après la génération qui a essuyé la tempête de l'entrée en crise, voici venue la première génération des temps de crise.

Une génération porteuse d'une histoire. Elle devient tôt consciente que « la vie sélectionne », comme on dit, pour épargner la société : elle n'en est que plus attachée à la défense des droits. Elle a de la politique la vision d'un spectacle et elle garde de la gauche le souvenir d'une droite douce : on deviendrait « apolitique » à moins. Elle ne connaît de la révolution coloniale que les dégâts du Goulag, hormis le cas notable du Nicaragua : au capitalisme bolivien, la jeunesse ne préfère pas le socialisme afghan, mais plutôt l'aide humanitaire.

Pour un coup d'essai, la première apparition de cette génération fut un coup de maître : elle a fait l'apprentissage de la force d'un mouvement d'ensemble, déterminé et démocratique. Peut-être dira-t-on plus tard que Chirac a perdu la présidentielle et brisé sa carrière sur une grève générale étudiante et lycéenne. Bien des jeunes diront qu'ils luttent pour bien plus que chasser Chirac : pour des valeurs et des idées. Seuls des cyniques verraient là de l'idéalisme. Au contraire, il faut aller jusqu'au bout de ces idées assez fortes pour déstabiliser un gouvernement de cogneurs.

Nicolas Jeanson

ET MAINTENANT TOUS ENSEMBLE CONTRE CHIRAC

Chirac est KO debout. Son gouvernement de co-gueurs n'a pas encaissé les coups de la jeunesse contre la loi Devaquet.

Un tournant : le gouvernement un genou à terre

Déterminé, unitaire et démocratique, le mouvement étudiant et lycéen a su, par ses propres forces, déjouer aussi bien les manœuvres de Monory que les provocations de Pasqua.

C'est la preuve de la fragilité d'une majorité de droite divisée, dont la façade s'est soudain effritée.

Avant le 16 mars, cette majorité avait usurpé l'image de la jeunesse et de l'avenir au profit de sa campagne électorale. Par un juste retour des choses, c'est la jeunesse qui a fait tomber les masques.

Battu sur le terrain de l'université et de la formation, la retraite gouvernementale tourne à la débandade. Chirac recule sur le non-remboursement de l'IVG, cafouille sur les prisons privées, ajourne son projet sur le Code de la nationalité. En fait, de « pause », le gouvernement est paralysé, coincé entre la rue et le président.

La grande peur d'un nouveau Mai 68

C'est la fermeté et l'unité du mouvement pour le retrait de la loi Devaquet d'abord, puis la crainte

d'une jonction massive, dans la rue, entre la jeunesse et les travailleurs, qui a précipité la reculade gouvernementale : la grande peur d'un nouveau Mai 68.

Les débrayages de lundi matin commençaient à surmonter les divisions dans les entreprises et à donner l'élan nécessaire à une manifestation monstre. C'est alors que la mécanique de la cohabitation a fonctionné à plein, pour freiner cette dynamique. La CGT appelait à la manifestation ainsi que certaines structures syndicales CFDT et FO, alors que les directions de la CFDT, de la FEN et de FO faisaient machine arrière.

C'est parce que la coordination nationale des étudiants a maintenu son appel qu'elle a imposé aux organisations syndicales cette formidable manifestation unitaire des jeunes et des travailleurs, le 10 décembre.

Ce que la jeunesse a fait, les travailleurs peuvent le faire

La lutte victorieuse de la jeunesse est venue bousculer le jeu subtil de la cohabitation, déjà réglé sur la présidentielle de 1988, comme si rien ne pouvait arriver d'ici là. La crise de la majorité, divisée et harcelée par le Front national, est au contraire appelée à rebondir.

Les rapports de forces sont d'ores et déjà modifiés. La journée d'action du



21 octobre dans la fonction publique avait laissé entrevoir la disponibilité d'une force que la division des cortèges syndicaux n'avait pas permis d'exprimer pleinement.

Les travailleurs ont maintenant pu constater que la lutte paye, pour peu qu'elle soit massive, unitaire et démocratique. Ils ont vu, à travers le mouvement étudiant, que les syndicats peuvent se mettre au service d'un mouvement de masse souverain qui élit ses délégués, juge ses représentants sur la base de mandats clairs et contraignants. Ils ont eu l'exemple d'un mouvement qui ne demande à personne la couleur de son passeport idéologique et syndical, mais juge chacun sur ses actes.

Cet exemple portera ses fruits, l'organisation unitaire et démocratique des jeunes est un exemple pour tous les salariés.

Comme fera son chemin l'idée qu'une grève générale peut imposer au gouvernement sur la Sécurité sociale, ou sur tout autre acquis

fondamental, ce que la grève générale étudiante et lycéenne a pu arracher sur la formation.

Une nouvelle génération

Le soulèvement de la jeunesse n'a rien d'une péripétie. Il marque l'entrée en action et en politique d'une génération en tant que telle, pour la première fois depuis 1968. Il s'agit de plus d'un phénomène de portée continentale, comme l'illustrent les luttes de la jeunesse en Italie, en Espagne, en Belgique, en Allemagne, venant après les grandes mobilisations contre les armements nucléaires ou les désastres écologiques.

Cette génération rejette sans ambiguïté la camelote libérale qu'on lui propose : la compétition sauvage, la discrimination sociale et raciale, le culte des gagnants et l'écrasement des perdants. Elle se déclare égalitaire et solidaire. C'est un engagement sur un choix de société.

A force de la décréter apolitique, la droite s'est prise à son propre piège. L'hostilité de la jeunesse à la droite et sa méfiance envers une gauche traditionnelle sans réponse ambiguë à la mesure des grands problèmes de nos sociétés n'ont rien d'apolitique. Elles expriment le besoin d'une autre politique et d'une autre façon de la faire.

Pasqua démission ! Unité contre Chirac !

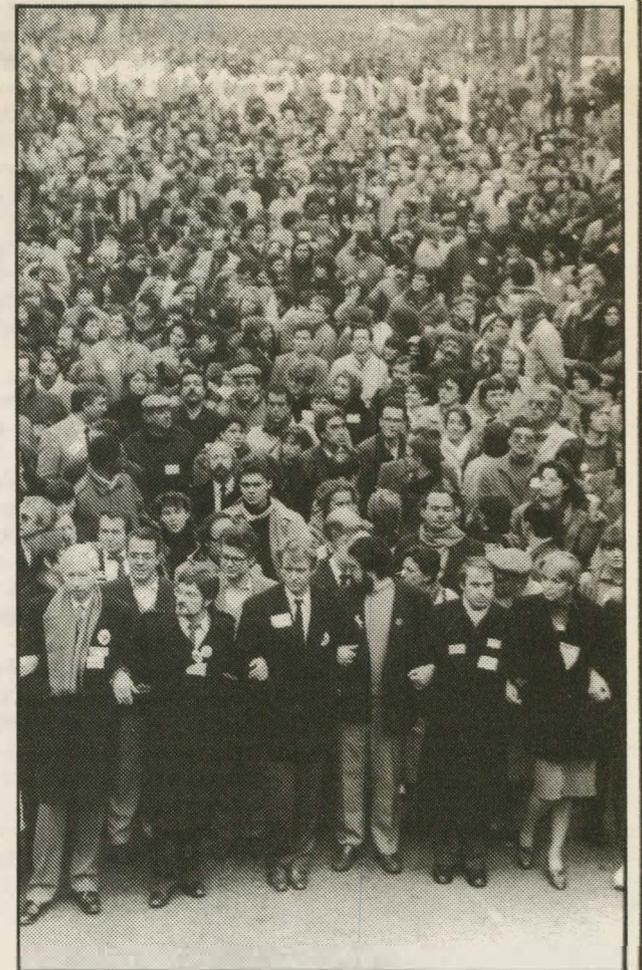
Avec la jeunesse, tous les travailleurs ont remporté une première et éclatante victoire, qui donne un coup d'arrêt à l'offensive réac-

(peloton des voltigeurs motocyclistes) soit dissout !

◆ Devaquet est parti, Pasqua, le ministre de l'Intérieur, mafioso et factieux, doit s'en aller aussi.

La jeunesse a montré comment faire céder le gouvernement. Maintenant tous ensemble, nous pouvons le battre sur toute la ligne. Le projet sur la Code de la nationalité ne doit pas être ajourné, mais retiré.

Mais surtout, si Chirac annonce une pause, il n'en continue pas moins, chaque jour, de prendre des mesures contre les travailleurs. Il vient ainsi de déposer deux projets d'ordonnances sur la réforme de l'ANPE et sur le travail de nuit des femmes. Il faut le contraindre à les retirer. Et Mitterrand, qui proclame son hostilité à la politique du gouverne-



tionnaire. Amère victoire pourtant. Parce qu'elle est tachée du sang des jeunes assassinés ou mutilés.

Mais les forces mises en mouvement n'en resteront pas là.

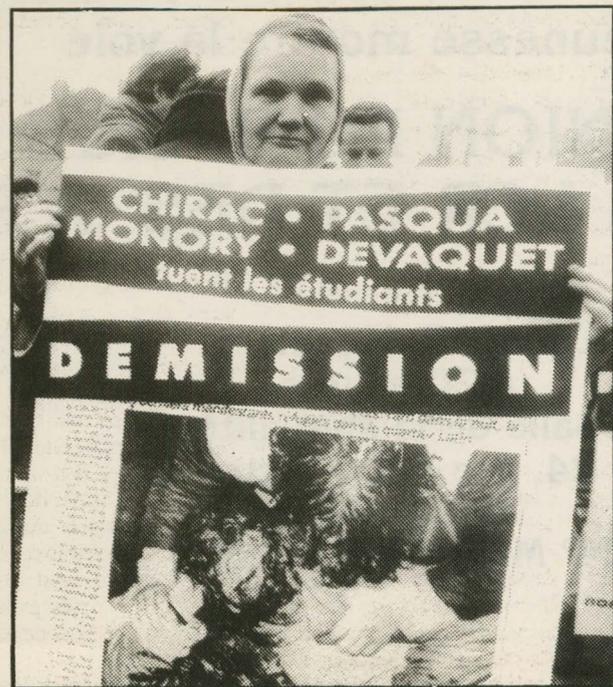
◆ D'abord et avant tout, il faut que toute la lumière soit faite sur les agissements de la police : que les coupables de la mort de Malik et d'Abdel soient jugés et châtiés, que le sinistre PVM

ment, doit refuser de les signer.

Et nous devons nous charger de mettre ce gouvernement hors d'état de nuire. Le plus tôt sera le mieux.

Par l'unité de la jeunesse et des travailleurs, par l'unité des organisations syndicales et des partis se réclamant de la classe ouvrière, c'est possible.

Le 10 décembre 1986



Pour nombre de salariés, le souvenir du gigantesque défilé du 13 mai 1968 commençait à s'imposer, à propos de la journée du 10.



LES SYNDICATS ET LE MOUVEMENT

DROLES DE JEUX

L'attitude des centrales syndicales lors des semaines chaudes de décembre ressemble à une leçon de choses. Une fois de plus, l'unité ne fut pas au rendez-vous donné par la jeunesse mobilisée.

Dans son immense frousse de la rue, à peine émergé de l'obscurité de la fête du RPR, la droite remet deux tunes dans le bastringue de la grande paranoïa policière. Après avoir dénoncé « les trotskystes proches du PCF » (sombres abrutis...), elle désigne, par la voix de Philippe Malaud, « le sinistre trio Henri Krasucki, Jacques Pommatau, Alain Krivine » (re-sic !).

Après tout, nous on veut bien. Mais la réalité syndicale, comme toute réalité plus grosse qu'un cordon de CRS et plus vaste que le cerveau d'un membre du peloton de voltigeurs motocyclistes, échappe à messieurs Toubon, Pasqua ou Malaud.

Comme les trois singes, ils ne voient rien, n'entendent rien, ne disent rien. Ils

éructent. L'Etat-Chirac a en effet bénéficié, dans le cadre de la cohabitation d'un sale petit jeu de couloirs, auquel se sont prêtés quelques états-majors syndicaux. A leur tête, les deux ineffables Dupont et Dupond du syndicalisme, Bergeron et Maire. Marrant comme, depuis le 16 mars, tout marche par deux : Pandraud-Pasqua, Monory-Devaquet, Maire-Bergeron.

La partition des duettistes

Voici donc nos duettistes empressés de rencontrer Chirac et de s'en vanter. Bruits de couloir ? Hélas, non. Ces gens-là s'enorgueillissent à la une de leurs hebdomadaires respectifs de leurs démarches.

On se souvient qu'avant la capitulation de Chirac, Maire voulait que la manifestation du 10 décembre se couche avec les poules — avant 16 heures — pour ne pas avoir d'ennuis avec les poulets. Comme si les hommes de Pasqua n'agissaient que la nuit. On se souvient encore que, pour la même initiative, Maire refusait la présence des partis, afin d'éviter « le cycle du type 68, provocation-répression, et la politisation qui s'ensuit ». Cher Maire qui revendique un contre-feu ! Plus Pasqua que nature, passé 16 heures le 10, il aurait désigné les manifestants comme des provocateurs ! Heureusement pour lui, Chirac a retiré le projet. Dès ce moment, à la minute près, Maire bondit et assure

(au nom de qui ?) que « les manifestations de mercredi sont sans objet ».

Lui, si sensible à toute manipulation, sa grande angoisse de Mai 68 le conduit à voler au secours d'une victoire pour laquelle il n'a rien fait, allant jusqu'à parler au nom de la coordination étudiante. Pas étonnant : Maire fut plus prompt à s'adresser à Chirac qu'aux jeunes dans la rue. Le 4 décembre, *Syndicalisme-hebdo* reproduit partiellement une lettre du dit secrétaire général à Chirac : « La CFDT demande donc au gouvernement de prendre en compte ces exi-

gences de nature non partisane mais syndicale... »

On voit d'ici Chirac, recevant la missive et tremblant devant la dure admonestation d'Edmond. Mais, responsable et assurant le grand Jacques de l'apolitisme du mouvement, voilà le leader syndical courant les antichambres des cabinets. La revue fut complète : Balladur, Pasqua (beurk), et Chirac retour de Londres. On connaissait la souplesse d'échine de Maire. On sait maintenant que, pressé de capituler devant le million de jeunes qui déferlait dans la rue, il n'a pas hésité à s'adosser à Chirac pour le secourir dans son repli rapide et brutal. Est-ce bien la tâche d'un syndicaliste ?

Bien sûr, répond Bergeron, qu'on retrouve une fois de plus du côté de l'ordre social. Comment donc Bergeron perçoit-il sa fonction au sommet de FO ? Comme une sonnette. Dès que la lutte des classes s'aiguise, il sonne comme le carillon d'une église, et prévient les tenants du pouvoir de l'imminence de l'incendie. Écoutons-le, à la une de *FO-hebdo*, le 4 décembre (le jour du million !) : « A force de vouloir tout mettre en cause sous prétexte des nécessités imposées par la crise, à force d'enfermer les négociations salariales dans un carcan de plus en plus rigide, on finira par détruire l'équilibre social. »

Ding, ding, ding... Pompier-André, d'amiante vêtu, chauffe à l'approche de l'incendie gagnant le monde du travail, comme il dit. Ding, ding, ding... Il prend son véhicule (pas rouge) prioritaire et s'en va, lui aussi, du côté de Chirac, pour le supplier de bien vouloir, s'il

lui plaît, faire un pas en arrière.

Apothéose, une motion de félicitations de ce cher Jacques à la une de *FO-hebdo* du 4 décembre : « Pour l'immédiat, Jacques Chirac a bien fait de demander à MM. Monory et Devaquet de renvoyer leur projet devant la commission. » Et d'ailleurs, ajoute ce bon vieux Dédé, « nous leur avions fait savoir, vendredi dernier, que le réalisme et la sagesse commandaient d'agir ainsi... ». Quelle audace. Effrayé par son ombre de syndicaliste, Force ouvrière (le mot « force », ça ne fait pas un peu violent ?) titre son éditorial, exprimant ses angoisses nocturnes et sa pleurerie légendaire : « Une société qui change à toute vitesse sans que l'on sache où elle va. » Et Dédé, vous le connaissez : c'est tout, sauf l'aventure...

Aux côtés, mais...

Restent deux autres protagonistes, dans un registre totalement différent. Comme le rythme binaire domine, FEN et CGT ont donc eu une autre attitude. Manœuvre ou pas, elle fut de toute façon plus secourable pour le mouvement des jeunes que l'autre duo.

Henri Krasucki, en réponse à l'appel de la coordination étudiante, met le poids de la CGT au service du mouvement. Et il fait siennes les revendications de la direction étudiante, saluée au passage comme le sommet de la démocratie et l'unité. Fort bien.

D'ailleurs, un grand nombre d'entreprises ont pu prendre connaissance du tract CGT du 8 décembre. Rien à redire, la CGT fait le

Certains, à gauche et dans les syndicats, ont vraiment eu très peur de la dynamique du soulèvement des jeunes.



La jeunesse montre la voie

REUNION PUBLIQUE DE LA LCR ET DES JCR

Lundi 15 décembre,
à 20 heures
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
75005 Paris
M° Maubert-Mutualité

travail qu'on attend d'elle. A un détail près, d'autant plus gênant que le mouvement de la jeunesse est parfaitement unitaire. Le secrétaire général aurait eu une attitude irréprochable s'il s'était donné la peine de proposer l'unité à tous, syndicats et travailleurs. Cultivant la différence, il a au contraire repris l'idée que tous les adhérents CFDT sont alignés derrière Maire. Puisque les représentants de Maire ont émis un avis favorable au Conseil économique et social sur le projet Devaquet, tous les cédétistes seraient *ipso facto* des émules de Maire.

Le raz de marée qui affecte la CFDT n'est-il pas perceptible de Montreuil? Ou alors, s'agit-il de parfaire le profil de la CGT? Celle-ci pouvait être le moteur de l'unité des travailleurs et des syndicats. Nombre de sections d'entreprise CFDT étaient disponibles à agir dans l'unité...

Henri Krasucki a eu tort d'entacher la démarche cégétiste de cette attitude sectaire, au moment où un nombre impressionnant de travailleurs passent de la sympathie à l'égard du mouvement des jeunes à une disponibilité à agir,

dans l'unité à leurs côtés. Le mouvement de la jeunesse n'est pas apolitique. Il se méfie à l'extrême des partis et syndicats traditionnels. Toute démarche heurtant sa haute sensibilité unitaire risque de disqualifier la confédération aux yeux des jeunes, qui entreprendront d'une manière ou d'une autre dans le marché du travail.

Enfin la FEN. Rehaussée du prestige de la réussite du 23 novembre, ayant capté à ce moment l'inquiétude des parents d'élèves à l'égard de l'école et de l'avenir de chômage réservé à leurs enfants, elle a soutenu le

mouvement. Mais dans l'exacte proportion d'une offensive bien tempérée, de nature à gêner au maximum le gouvernement Chirac, soutenant de son mieux Mitterrand sans toutefois prendre la moindre initiative qui rompe le cadre de la cohabitation. Son problème était d'éviter une extension sociale risquant de poser la question du gouvernement, une stratégie où le PS serait contraint de chevaucher le mouvement. On comprend l'empressement de la direction Pommatau à se retirer, une fois les projets Monory-Devaquet évacués.

Pas un pas de plus favori-



Un sentiment se répand parmi les salariés : la complémentarité des luttes.

sant intempestivement une crise sociale! Tel fut le jeu subtil de la direction fédérale. Quoique prise pour cible par le bureau politique du PCF, elle n'a fait qu'accompagner un mouvement

dans lequel elle n'a pas joué un rôle unitaire actif au sein du mouvement syndical. On est bien loin de l'appel unitaire de Jacques Pommatau le 1^{er} septembre...

Jean Lantier

LA ROUTINE EBRANLEE

Hésitations, attermoiements, manœuvres, division : c'est ainsi que les syndicats ont répondu à l'appel de la coordination étudiante à manifester le 10 décembre. Un spectacle bien en-deçà des enjeux et de l'attente des militants.

La montagne syndicale, éclatée entre de multiples confédérations et environnée des éboulis provoqués par la division et les combats non livrés, cette montagne est ébranlée. Au fond, ce n'est guère étonnant au moment où l'Etat-Chirac vacille... Jusqu'à la dernière heure, les attermoiements, les hésitations ont été en butte à la pression de la base. Passons sur l'appel de la direction CGT au 10 décembre, d'autant plus empressé qu'un moment, elle se retrouva seule. Toutes les organisations de la centrale de Montreuil ont organisé, à l'appel de la coordination étudiante, une campagne d'explication, excluant néanmoins toute démarche unitaire. On ne saurait pourtant lui reprocher la défection qui menaça jusqu'au dernier moment, les autres centrales.

Edmond Maire, posant préalables sur conditions, accorda *in fine* et du bout des lèvres, une présence symbolique de la direction CFDT au cortège du 10 décembre. Bien lui en prit. C'est sans doute une majorité d'adhérents, de militants et d'organisations CFDT qui auraient appelé de toute façon, envers et malgré lui, à être présents

dans la rue. La confédération démocratique sort donc, de ces semaines de décembre, avec un sommet plus discrédité que jamais par ses jeux de couloirs avec Chirac.

Force ouvrière connaît pareil revers de fortune.



La manifestation de la FEN, le 23 novembre, avait pourtant montré les potentialités pour une riposte.

Fermement campé sur ses positions, Bergeron freina des quatre fers. Mais le freinage s'avéra insuffisant. L'union régionale Ile-de-France FO appela simplement « au soutien » de l'initiative étudiante, position d'équilibre qui permet à des régions comme les PTT, d'appeler franchement à se joindre au cortège. Il semble bien fini le parcours sans

faute d'une direction apolitique face à la gauche, complaisante face à la droite.

Au soir du 9 décembre, Pommatau et la direction majoritaire de la FEN connurent un léger tournis. Non, décidément, le mouvement ne refroidissait pas à la vitesse voulue par la rue de Solferino, siège du PS. Et voilà les dirigeants enseignants contraints, *in exte-*

mis, (« et d'ailleurs, il l'avaient toujours dit... »), d'appeler adhérents et sympathisants à arborer le badge de leur fédération dans les rues de France, le mercredi 10. Si Chirac n'avait pas cédé, c'est décidément à une grande journée que nous aurions eu droit. Ceci explique cela...

J. L.

UN EXEMPLE A SUIVRE

Le mouvement des étudiants fournit à tous un exemple précieux : celui d'une action unitaire et démocratiquement organisée.

Dans la victoire du mouvement étudiant, l'un des aspects les plus déterminants fut, à l'évidence, le caractère profondément démocratique de sa structuration. Chaque jour, dans les universités, des assemblées générales se tenaient. Ce sont elles qui élisaient des comités de grève, regroupant plusieurs dizaines d'étudiants par faculté. En outre, chaque assemblée générale désignait sa délégation à la coordination nationale des comités de grève, à raison de cinq délégués par faculté.

La coordination nationale, réunie chaque fois

qu'il convenait de prendre des décisions importantes, rassemblait quant à elle environ trois cents délégués. Lors de ses séances, elle élisait un bureau de quatorze membres chargé de représenter l'ensemble des comités de grève, bureau révocable à la réunion suivante de la coordination.

Une pareille organisation s'avère réellement exemplaire. C'est elle qui a tout à la fois permis de préserver l'unité du mouvement et qui lui a prodigué son efficacité. Les manœuvres du gouvernement visant à briser son unité ont ainsi été déjouées.

Cette structuration fut ainsi le fidèle reflet de l'état

d'esprit du mouvement, de son évolution, des sensibilités présentes au sein du milieu étudiant. Et si des étudiants membres d'organisations politiques ont été élus dans les différents collectifs, ce ne fut jamais en fonction de leur étiquette, mais uniquement en raison du rôle qu'ils prirent dans la lutte, de leur capacité à remplir les mandats qui leur étaient donnés.

Cet exemple peut être repris dans les entreprises. Surtout dans un moment où la division fait rage au sein du mouvement syndical et où de nombreux travailleurs aspirent à prendre leurs luttes en main.

RECTIFICATIF

Une erreur dans le numéro spécial de *Rouge*, diffusé le 10 décembre! La CFDT y est accusée, de façon lapidaire, d'avoir voté pour la loi Devaquet au Conseil économique et social. Elle y a voté, le 24 septembre, un « avis » qui fixe les conditions pour que la loi « inopportune » puisse être discutable valablement. Pas une approbation, mais pas un franc rejet. En fait, une logique d'amendement de la loi, critiquable comme toute la tactique de la direction confédérale ces dernières semaines.



La seule réponse du FLN à la révolte de la jeunesse : l'impitoyable répression.



Ici un meeting à l'université d'Alger le 20 avril 1981.

EN ALGERIE AUSSI...

La jeunesse algérienne n'a pas connu la guerre d'indépendance. Après l'avoir trop longtemps étouffée, le pouvoir ne parvient plus à la contrôler. C'est le consensus idéologique et social de l'Algérie qui se rompt à présent.

O bnuilé par le mythe de l'école, symbole de la mobilité sociale, et par la frustration de n'avoir pu y accéder à l'époque coloniale, la génération de la guerre d'indépendance a fait de la scolarisation massive la seule et véritable grande politique nationale depuis 1962. Alors qu'à cette époque seulement 12 % des enfants étaient scolarisés, ce taux atteint 90 % aujourd'hui, alors que la population totale a doublé entre-temps. En 1962, l'unique faculté du pays à Alger ne comptait que mille étudiants. En 1986, les vingt-cinq universités et centres universitaires comptent cent soixante mille étudiants, dont 40 % de filles.

Une révolution silencieuse

Cette révolution silencieuse, élément du consensus social, a bouleversé progressivement le paysage socio-culturel de la société algérienne. Une telle évolution n'a pas seulement une importance économique ; elle a surtout induit un changement structurel dans les rapports entre les générations d'abord, entre les sexes ensuite.

Depuis le début des années quatre-vingt, l'austérité frappe de plein fouet le secteur de l'éducation. Les

budgets sont en diminution et certains centres universitaires ont été fermés. Les obstacles à l'entrée à l'université se sont multipliés, les concours instaurés pour les études au-delà de la licence. Sélection et austérité se combinent. A la nouvelle

politique élitiste s'ajoute la dégradation continue des conditions de vie et d'études de milliers d'étudiants. Cette situation nourrit une effervescence et une agitation estudiantine continue depuis les années quatre-vingt.

Les revendications sont en général très corporatistes et le niveau politique des mobilisations est plutôt bas. Mais certaines manifestations prennent vite un caractère nettement politique, comme ce fut le cas à Alger et à Tizi-Ouzou en avril

Les atteintes aux libertés touchent pareillement toutes les catégories de la population d'Algérie. Ici, un rassemblement près de Tizi-Ouzou.



1980 ou à Alger en 1981. Parfois, les revendications traduisent le décalage existant entre les masses étudiantes et le reste de la société. On l'a vu à Sétif à la rentrée 1986-1987, où la mobilisation massive des étudiants a réussi à imposer la mixité à la cité universitaire. Lors de l'instauration d'un nouveau système de progression pédagogique, plusieurs dizaines d'universités ont été paralysées en 1983. En 1984, l'université des sciences et des techniques de Bab-Ezzouar, fleuron du régime, dégraisait l'effectif inscrit en orientant arbitrairement plus d'un millier d'étudiants vers d'autres sites. La riposte donnera lieu à l'une des plus grandes mobilisations étudiantes de ces dernières années. Les autres villes universitaires comme Tlemcen, Batna, Oran, Annaba, Sétif ou Tizi-Ouzou ont, elles aussi, connu des mouvements de protestation.

Fissures dans la société

Si les étudiants souffrent d'une situation aussi déplorable sur le plan pédagogique et social, ils pâtissent également de l'absence d'organisation syndicale représentative. Régulièrement depuis 1975, des comités et des collectifs autonomes, nés dans la foulée des luttes, s'essouffent rapidement lorsque le mouvement retombe. La seule structure existante est l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA) officiellement liée au FLN et dépourvue d'une base réelle en milieu étudiant.

Dans le secondaire, les jeunes ne sont pas en reste pour se mobiliser. Depuis 1979, ce sont des centaines de milliers de lycéens qui

ont manifesté contre la sélection. Face à eux, le régime donne l'impression de jouer avec le feu.

Le jeu avec le feu

Cette génération n'a pas connu la guerre. La légitimité que revendique le pouvoir à travers les références du passé n'a que peu de prise sur elle. Il y a là rupture d'un nœud essentiel du consensus idéologique et social algérien. Non seulement les diplômés ne représentent plus pour la jeunesse des viatiques pour un avenir professionnel garanti, mais ses préoccupations politiques, culturelles et sociales ne sont plus celles de ses aînés et encore moins du régime.

Dans un pays où le modèle dominant reste celui de la société de consommation occidentale, les frustrations sont grandes. La grande majorité des jeunes ne fait pas partie des « tchichis », ces gosses de riches qui roulent en Kawasaki, vont à la faculté en Golf ou en 205



La révolte de la jeunesse inintégrable par le pouvoir de Chadli.

GTI et qui habitent dans les somptueuses demeures qui prolifèrent dans les banlieues résidentielles.

La coupure est trop grande. Pas de dialogue politique, pas de cadre démocratique, voilà les ingrédients d'un cocktail dont les

événements de Constantine et de Sétif ont montré l'explosivité.

Le régime reçoit en plein visage le choc en retour, de la part d'une jeunesse qu'il a trop longtemps étouffée. Surexploitée dans le service national, humiliée et frus-

trée dans l'expression de sa sexualité et de ses espoirs, bridée dans la traduction de son mal de vivre, la jeunesse se révolte. Elle croit plus que jamais en un autre possible, mais pas avec ce pouvoir.

Roger Hamaoui

SINGULIER PARADOXE

Crise économique, multiplication des attaques contre la population, ras-le-bol généralisé : tous les ingrédients d'une déstabilisation politique sont réunis. Et pourtant, le régime semble solide. La situation de l'opposition n'y est pas pour rien.

Depuis quelques années déjà, avec la baisse conjuguée du prix du pétrole et du cours du dollar, l'Algérie connaît les effets pervers de la crise économique. En 1986, les rentrées dues aux exportations d'hydrocarbures ont chuté d'au moins 80 % par rapport à 1984. Quand on sait que produits pétroliers et gaz représentaient 97,6 % des exportations en 1984, la chute prend des allures de cataclysme.

La dette extérieure augmente en volume. Elle atteignait déjà 41 % du PIB en 1983. Le service de cette dette s'accélère au galop : 41,2 % en 1985 contre 13,1 % dix ans auparavant. Comme il ne semble pas que le pays puisse retrouver les recettes d'antan, même dans le cas d'une amélioration du marché pétrolier, l'Algérie est prise dans une spirale et dans les griffes du FMI.

La spirale

Pour les dirigeants algériens, l'heure est aux mesures d'assainissement. Les investissements industriels sont ralentis (37,3 % du PIB en 1984 contre 43,6 %

en 1977), les subventions de l'Etat pour maintenir le prix des produits de première nécessité ont diminué de plus de 60 %. A tous les niveaux, la rentabilité financière et la « vérité des prix » sont mises en œuvre.

Les premiers résultats ne se sont pas faits attendre. Blocage des salaires, démantèlement d'acquis sociaux comme la gratuité des soins, les coopératives de service ou les allocations

familiales, se joignent à une flambée des prix sans précédent.

Pour 1986-1987, les prévisions officielles sont de 120 000 licenciements, couplés à l'arrêt du recrutement dans la fonction publique et les entreprises d'Etat.

Malgré leur ampleur, ces attaques ne rencontrent pas encore de véritable résistance. Depuis 1981, le mouvement de masse connaît un recul réel, et le

seul cadre organisationnel qui pourrait impulser la riposte, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), la centrale unique, a été vidée de sa substance syndicale. Le bloc social au pouvoir est traversé par des débats sur le rythme à donner aux dénationalisations et à une politique de libéralisme. L'accord est cependant unanime pour imposer l'austérité aux masses et pour réprimer toute contestation. Si le ré-

gime semble plus fort que jamais, cela tient aussi au caractère faible et surtout divisé des forces d'opposition.

Une opposition éclatée

Le Front des forces socialistes d'Hocine Aït Ahmed est centré sur la question berbère et les libertés démocratiques mais demeure limité à ses bases traditionnelles en Kabylie.

Le mouvement pour la démocratie en Algérie, fondé en 1984 par Ahmed Ben Bella, a infléchi les orientations islamistes et panarabistes de ses débuts vers un cours que l'on pourrait qualifier de national-populisme. Egalement axé sur les revendications démocratiques, il est essentiellement implanté dans l'ouest algérien et dans l'émigration.

Le courant islamiste est éclaté en plusieurs groupuscules, notamment sur la question de l'usage de la violence. L'un d'eux, dirigé par Bouayit Ali, a organisé en septembre 1985 un éphémère maquis aux portes d'Alger. Leur incapacité à avancer un programme

prenant en charge les revendications sociales des masses leur donne un caractère marginal.

Le Parti de l'avant-garde socialiste, le PC local, continue d'apporter son soutien au régime de Chadli, malgré la répression qui le frappe, alignement sur Moscou oblige.

L'extrême gauche, quant à elle dépourvue d'implantation dans la classe ouvrière, n'a pas dépassé le stade des petits groupes.

La création d'une Ligue algérienne des droits de l'homme en juillet 1985, avec toutes sortes de péripéties, ou l'appel commun lancé de Londres par Bèn Bella et Aït Ahmed n'ont représenté qu'un épisode dans la vie politique algérienne. Aucune de ces actions n'a réussi à polariser la mobilisation ou à ouvrir une alternative globale.

Un mouvement social vivant et dynamique se dessine pourtant et le ras-le-bol est général. Les événements récents viennent encore le confirmer. Ce sera la tâche des révolutionnaires algériens d'en être à l'avant-garde et de se montrer capables d'avancer des perspectives de libération.

R. H.



LE REVEIL DES LYCEENS

La contestation étudiante déferle sur toute l'Europe. Dans l'Etat espagnol, des manifestations d'une ampleur sans précédent se succèdent. Là aussi, les jeunes se mobilisent contre la sélection.

En Espagne aussi, c'est la sélection qui a servi de détonateur.

Jeudi 4 décembre, alors qu'un million de jeunes défilaient dans les rues de Paris, ce sont près de trois cent mille lycéens

(dont cent mille à Madrid) qui manifestaient dans quinze villes de l'Etat espagnol, protestant ainsi contre le renforcement des mesures de sélection que prétend imposer le gouvernement de Felipe Gonzales.

Un système vétuste

En effet, en dehors de l'enseignement des langues dans les provinces autonomes de l'Etat espagnol arraché à coups de luttes après 1976, en dehors de quelques améliorations en terme d'appui de l'administration

à l'Education nationale (le privé étant toujours majoritaire et notamment le privé religieux), et d'un certain adoucissement des mesures disciplinaires héritées du franquisme, peu de choses ont changé dans le système éducatif espagnol. Les lycéens espagnols se mobilisent contre les mesures de sélection héritées du franquisme et que le gouvernement Gonzales veut renforcer.

Traditionnellement, le système scolaire et universitaire espagnol comprend deux sessions possibles d'examens. « On a son année » par obtention des différentes matières, une par une. Si l'une d'entre elles n'est pas obtenue en juin, un nouvel examen est toujours possible en septembre. Le ministère de l'Education et des Sciences veut justement supprimer cette session, ne laissant plus ainsi qu'une seule chance aux étudiants. Entre-temps, et pour commencer à « filtrer », il propose de créer deux catégories de candidats aux universités. Les premiers, qui auraient eu leurs examens en juin, verraient leur dossier traité en priorité. Ils pourraient donc choisir l'établissement et les matières, et ce, dans un contexte de surpopulation



Un mouvement dans la continuité des mobilisations anti-OTAN, qui inquiète forte le socialiste Gonzales.

étudiante et universitaire et où l'infrastructure n'a pas ou peu été renforcée. Une façon de plus d'éliminer des candidats, alors qu'il existe déjà un examen sélectif d'entrée à l'université¹.

Le coût des inscriptions en faculté est déjà très élevé : autour de quarante mille pesetas, soit l'équiva-

lent d'un mois de salaire ! Le prix des livres est élevé, les bibliothèques sont mal desservies, les restaurants universitaires n'existent qu'en petit nombre, les bourses sont rares, etc. Et les nouvelles mesures accroissent les difficultés d'accès au supérieur. Gonzales tente ainsi de régler le problème du budget de l'éducation en réduisant la masse des étudiants...

Vers la grève générale

Les syndicats lycéens ont appelé les étudiants à rejoindre la grève, ainsi que les enseignants bien que la plupart d'entre eux ne soient pas titularisés. Alors que la crise et le chômage menacent des milliers de jeunes dans tout l'Etat espagnol, que l'éducation commence à peine à être un droit pour lequel on continue de lutter, que la répression franquiste sévit toujours dans les établissements et malgré un reflux du mouvement étudiant, c'est une masse de jeunes, sensibilisés par les manifestations anti-OTAN, qui descend aujourd'hui dans la rue... Si la réponse du gouvernement est beaucoup moins brutale qu'en France, le réveil de ce secteur inquiète, néanmoins, Felipe Gonzales...

Cecilia Garmendia

1. Des examens de sélection avant l'entrée en faculté existent depuis 1974. Des grèves avec occupations très dures avaient paralysé leur mise en application en 1974. Ce type d'examen continue ; mais les épreuves de religion et de « formation de la conscience nationale », inventées par le franquisme, ont été supprimées...

QUAND LE BENITIER DEBORDE

Les Alpes ne suffisent pas à arrêter les mobilisations de la jeunesse. Les conditions d'études et l'enseignement de la religion ont servi de détonateur. Mais la tempête française n'y est pas étrangère.

Le 5 décembre dernier, quatre cent mille étudiants et lycéens ont défilé dans cent cinquante villes d'Italie pour exiger la démission de M^{me} Falcucci, ministre de l'Education nationale, qui cristallise sur elle une popularité équivalente à celles que se sont taillées Monory et Devaquet. Comme en France, le régime italien veut généraliser les barrages d'entrée à l'université par l'extension de quotas d'inscription comme il en existe déjà à Rome. Mais une dimension supplémentaire est venue s'ajouter. Au printemps 1985, Falcucci — qui, en bonne démocrate-chrétienne a dû mariner dans un bénitier durant son enfance — fait passer une loi introduisant dans les programmes une heure hebdomadaire d'enseignement de la religion catholique, et ce, de la maternelle au lycée compris.

Cette loi a été adoptée dans le cours du mouvement qui a secoué l'an passé les établissements scolaires de la Péninsule qui protestaient contre les mesures budgétaires. La mobilisation s'est terminée par un échec du mouvement et le projet de l'enseignement religieux est resté au second plan. Elle a maintenant repris, notamment sous l'impulsion de la Fédération de la jeunesse communiste italienne (FGCI, liée au PC).

L'Etat et la religion

Si une majorité des élèves ont accepté l'heure d'enseignement catholique, les raisons en sont diverses et tiennent peu à une vocation mystique. Mais la Conférence épiscopale italienne prépare un nouveau programme et les cours, là où

ils ont commencé, prennent la forme de plaidoyers contre l'avortement et pour l'ordre moral. La CGIL, la principale centrale ouvrière, dirigée par le PCI et qui syndique des enseignants, constitue un livre blanc sur cette affaire et ouvre une ligne téléphonique pour recueillir les témoignages.

A travers les Alpes

Malgré le succès de la journée d'action du 5 décembre, la lutte garde néanmoins un caractère éparpillé. Le potentiel combatif de la jeunesse scolarisée n'est pourtant pas détruit, bien que le mouvement de l'an passé, beaucoup plus massif que cette année, se soit soldé par un échec.

Mais l'impact du mouvement qui se déroule en France est un facteur d'en-

couragement à la lutte. Le mouvement des étudiants et des lycéens dans notre pays est en train d'entraîner derrière lui la jeunesse, par-delà les frontières et démontre qu'il est possible de faire reculer un pouvoir, même si celui-ci apparaît musclé.

L'assemblée du mouvement à Milan a adopté une motion d'appui à la lutte de la jeunesse en France. Samedi 6 décembre, Rivoluzione, organisation sœur des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), manifestait devant le consulat de France à Milan après l'assassinat de Malik. Mardi, une minute de silence sera observée dans les établissements scolaires à sa mémoire et une nouvelle manifestation aura lieu devant le consulat français à Milan.

Jean-Jacques Laredo
Avec nos correspondants en Italie

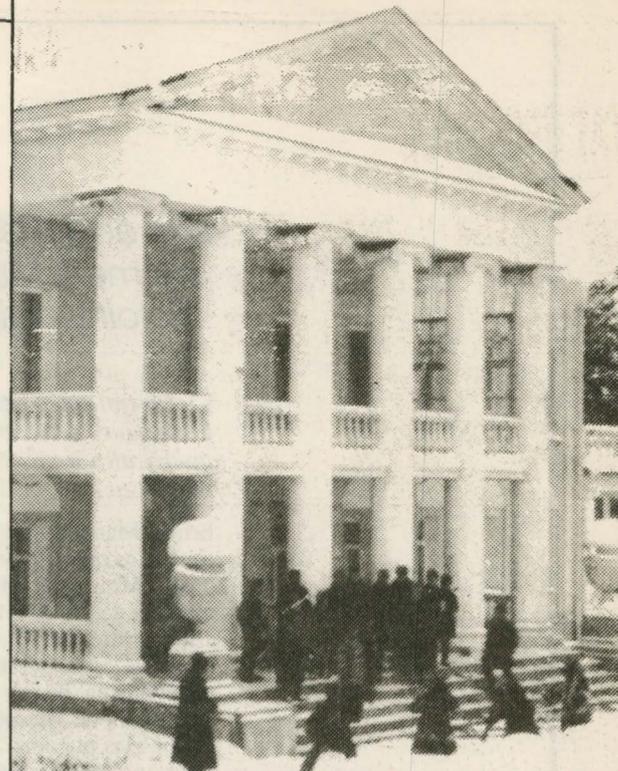
En marge de la fastidieuse comédie automnale que constitue l'attribution des prix littéraires, voici quatre nouveautés dont vous ne regretterez pas la lecture dépaysante, instructive, touchante ou amusante.

Si vous ne connaissez pas Loti, vous le découvrirez ici. Si vous le connaissez déjà, c'est un autre Loti, un Loti qui mérite beaucoup, beaucoup mieux que la réputation usurpée qui lui a été faite, que dessine pour nous Alain Quella-Villeger dans son beau livre : *Pierre Loti, l'incompris* (Presses de la renaissance, 148 francs).

Marin, grand voyageur, né dans la modeste petite ville de Rochefort, en Cha-

gance des touristes et juge que tout pays qui s'ouvre au tourisme abdique sa dignité? Colonialiste celui qui, fuyant les itinéraires tout tracés, les lieux obligés, choisit les routes perdues de la Perse profonde? Colonialiste enfin celui qui s'engage aussi clairement pour la Turquie et contre l'expédition italienne? A cet égard, l'article de Loti dans le *Figaro* du 3 janvier 1912 est convaincant : « *L'Europe comme chaque fois que l'on*

tieuse et sentimentale, qui vécut au cœur des salons littéraires parisiens, s'enflamma à la cinquantaine contre le Pape, s'engagea aux côtés de Garibaldi et prit parti pour la Commune, contrairement à tant de ses contemporains écrivains célèbres. Elle rejoint là Loti : mêmes préoccupations, même regard sur le monde, même intérêt pour ce qui se passe, bouge, fluctue, évolue. Moins vastes géographiquement que les



Russie, folle poésie : un livre dont la lecture entraîne bien plus loin que tous les prix littéraires.

LIVRES

LOIN DES PRIX LITTÉRAIRES

rentes-maritimes, Loti n'écrira pas moins de quarante livres. Il dessinera également et sera surtout un des premiers photographes des pays « lointains ». (Ses photos de Turquie, de Perse, d'Égypte, etc. exposées en 1985 au musée de la Marine à Chaillot sont magiques, poétiques, fascinantes.)

Loti et Louise Colet

Reçu dans sa maturité à l'Académie française (dont il n'était d'ailleurs pas dupe), Loti était aussi un excentrique, friand de déguisements et de maquillage. On aime Loti justement à cause de cela, de ses contradictions, de ses paradoxes. On aime Loti énigmatique, anxieux, si sensible (« *J'ai promené mon âme changeante dans un monde changeant.* ») et incroyablement moderne sous ses allures « rétro ». (Par exemple, ses descriptions évoquées par petites touches, son art de suggérer à peine, son style d'écriture « impressionniste ». Cf. un de ses titres : *Figures et choses qui passaient* !)

On aimera également se pencher sur sa vie, car à travers elle apparaissent des années de mouvements politiques passionnants à observer : affaire Dreyfus, nationalisme égyptien, relations France-Allemagne, question arménienne, construction de la Turquie moderne...

Alain Quella-Villeger lève le voile sur les reproches de colonialisme jetés sur Loti. Colonialiste, celui qui se révolte contre l'arro-

massacre regarde fort tranquillement ! Quelle dérision que tous ces grands mots vides : progrès, pacifisme, conférences et arbitrage (...) Aussi ma protestation attristée s'élève contre nous tous, peuples dits chrétiens de l'Europe ; sur la Terre c'est toujours nous les plus tueurs ; avec nos paroles de fraternité aux lèvres, c'est nous qui chaque année inventons quelque nouvel explosif plus infernal, nous qui mettons à feu et à sang dans un but de rapine le vieux monde africain ou asiatique, et traitons les hommes de race brune ou jaune comme du bétail... Partout nous broyons à coups de mitraille les civilisations différentes de la nôtre, que nous dédaignons a priori sans rien y comprendre. Et à notre suite, quand nous avons fini de tuer, toujours nous apportons l'exploitation sans frein, nos bagnes d'ouvriers, nos grandes usines destructives des petits métiers individuels, et l'agitation, la laidéur, la ferraille, les « apéritifs », les convoitises, la désespérance...

Pas grand-chose de commun avec Louise Colet. Et pourtant ! Certes, nous connaissions un peu la figure d'amoureuse acharnée, puis déçue, de celle qui aime Flaubert et traverse avec force la correspondance de celui-ci. Mais nous ignorions le parcours extraordinaire de cette femme, de sa naissance à Aix-en-Provence en 1810 à sa mort à Paris en 1876.

J.-P. Clebert nous invite ici à faire sa connaissance, dans un récit vrai et carrément échevelé qui se dévore comme un roman ! On y apprendra avec intérêt que cette muse coquette, ambi-

espaces parcourus par Loti, ceux que traverse Louise Colet dans son itinéraire n'en sont pas moins remarquables, considérés en fonction du contexte du XIX^e siècle et de la place restreinte qu'il imposait aux femmes.

L'art du roman et l'amour du langage

L'auteur de *l'Insoutenable Légèreté de l'être*, best-seller à sa façon en 1985, nous explique ici quelle est sa conception du roman comme genre littéraire. En même temps, ou plutôt dans la foulée — car ce livre comporte plusieurs textes distincts —, Kundera nous fait part de sa violente admiration pour Cervantes, l'auteur de *Don Quichotte*, et pour finir nous gratifie d'un curieux dictionnaire personnel, composé à la fois de citations de ses œuvres précédentes (ce qui n'est pas souvent sans pertinence, mais marque peut-être une certaine absence de modestie?) et de définitions originales, tranchantes comme un couperet (voir le mot « idées » : « *Le dégoût que j'éprouve pour ceux qui réduisent une œuvre à ses idées. L'horreur que j'ai d'être entraîné dans ce qu'on appelle les débats d'idées. Le désespoir que m'inspire l'époque obnubilée par les idées, indifférente aux œuvres.* ») ou charmantes (voir par exemple le mot « hagar » que je vous laisse rechercher !).

Malgré certaines réticences, l'intelligence de la réflexion de Kundera emporte cependant le morceau. En

quoi et pourquoi un roman compte-t-il ? Parce qu'il « découvre », dit Kundera, et parce que plus on le lit, plus il devient mystérieux et donc ironique : « *Plus attentivement on lit un roman, plus la réponse devient impossible, car par définition le roman est l'art ironique : sa vérité est cachée, non prononcée, non prononçable.* » Ce qu'il « découvre » ? L'irrationnel, « *l'exploration du rôle que l'irrationnel joue dans nos décisions, dans notre vie.* » Passionnant pour ceux qui aiment Tolstoï, Cervantes, Diderot, Rabelais ou Musil. (*l'Art du roman*, Gallimard, 72 francs)

Et pour finir, un livre que j'adore : *Russie folle poésie*, de Roman Jakobson (Le Seuil, 99 francs). Jakobson, linguiste archi-célèbre, père — comme on dit — du structuralisme (c'est lui d'ailleurs qui inventa ce mot en 1929), est né en 1896 à Moscou. Admirateur de Levi-Strauss dont il fut prof et de Maiakowski dont il fut l'ami, Jakobson raconte dans un entretien formidable avec Todorov comment il s'est intéressé dès son plus jeune âge au langage, qu'il s'agisse de la grammaire, des langues étrangères, ou des proverbes ! « *Dès que j'ai appris à écrire ou plutôt griffonner, j'ai commencé à collectionner les proverbes. Où les prenais-je ? Mais autour de moi, c'était plein de proverbes. Les Occidentaux connaissent maintenant le rôle que jouent les proverbes dans la langue et dans la vie russes, depuis qu'ils ont eu les traductions des discours de Krouchtchev, parce que dans chaque discours il y a des dizaines de proverbes.*

C'est que les proverbes sont un élément essentiel de la phraséologie russe. Il y a très peu de cas analogues à l'Ouest ; peut-être en Espagne seulement trouve-t-on des choses semblables. Je crois qu'on voit ce phénomène spécialement dans les pays européens qui ont subi dans leur histoire une grande influence orientale. Ce qui a été important en Russie, c'est l'époque des rapports très vifs avec différentes populations turques, l'époque tatare, c'est clair.

Suivent des pages tout aussi inventives, remarquables, bourrées d'exemples concrets, pleines d'idées clairement énoncées, consacrées à Holderlin, Pouchkine, Maiakowski, aux rapports de la folie et de la poésie, et aux contes de fée russes, dont Jakobson indique qu'ils remplissent une fonction d'utopie sociale. « *Ainsi il y a dans la tradition russe un conte tout à fait typique ; il parle d'un paysan qui parvient à grimper au ciel et qui y trouve au milieu d'un grand manoir un four ; dans le four, une oie en train de rôtir, un cochon de lait, et des tartes ! des tartes ! des tartes !... En un mot tout ce que l'âme désire.* » « *Il est vrai que le périple du paysan, ajoute Jakobson, se termine dans un marécage ; retour pitoyable à la triste réalité. Mais, dit-il, l'épilogue rimé de ce conte traduit bien la fonction du conte merveilleux :*

Ce n'est pas là le miracle des miracles, Que le moujik tombât du ciel ; Mais voici le miracle des miracles : Qu'il eût grimpé jusqu'au ciel !

Ce livre est une mine et la lecture d'une seule de ses pages entraîne plus loin que la lecture de tous les prix littéraires de l'automne réunis. Alors à vous de choisir !

Sophie Gouskett

Les éditions La Brèche viennent de publier l'ouvrage d'Ernest Mandel consacré au roman policier, à son histoire et à son succès populaire. Notre camarade a répondu à nos questions.

□ *Devant un pareil livre, le lecteur peut craindre qu'il y ait un point de vue moraliste...*

Ernest Mandel — Bien sûr ; c'est le lecteur qui pourra le dire... Mon intention n'est pas celle-là, ni de faire de la critique littéraire ou esthétique. Elle est explicative. Le matérialisme historique est une méthode d'explication de tous les phénomènes sociaux importants. Depuis la

Une partie croissante de la population urbaine, d'abord dans le monde « occidental », mais plus seulement, vit dans des conditions particulières ; c'est un stress quasi physiologique. Et nécessairement, apparaît ce besoin correspondant... de détente.

Le deuxième élément est l'excitant : comme l'alcool, la nicotine de l'esprit. Il s'agit d'échapper par l'imagination à la monotonie de

gartien et n'incitent pas à lire des livres : de façon générale, la télévision se substitue à la lecture, ce sont deux incitations pour le même temps à employer.

□ *Le polar ne produit pas cet effet de distraction seulement sur la « masse », mais également sur ces gens qui ont une vie qu'on peut penser*

ERNEST MANDEL

L'EFFET POLAR

fin de la Seconde Guerre mondiale, les romans policiers sont diffusés dans le monde à une échelle colossale, dans les langues les plus diverses. Cela suffit pour indiquer qu'il existe là un phénomène intéressant. Pourquoi cette explosion dans la lecture de ces livres ? Pourquoi cette explosion à ce moment, pas cinq ou un siècle plus tôt ?

□ *Cependant le souci de ne pas passer outre l'esthétique est présent dans son titre même si tu ne prétends pas faire de la critique littéraire. Tu n'ignores pas dans le livre qu'il existe des œuvres meilleures que d'autres.*

E. M. — C'est une question de critères, qui restent à définir. Esthétique ? Je dirais non. J'ai choisi deux critères. Le premier, intrinsèque au genre, renvoie à la fonction du roman policier, à l'explication de sa diffusion massive. Il relève d'un état d'esprit, d'une situation psychologique déterminée.

la vie, de trouver fictivement les voyages exotiques, les situations extraordinaires. Dans son fauteuil... C'est peut-être là, d'ailleurs, une raison de proposer cette hypothèse : le moment d'apogée de ce type de littérature est passé. Ce fut, je crois, la période 1940-1960 aux USA, 1945-1960 pour l'Europe... Maintenant, on voyage plus facilement et dans la vie quotidienne, surgissent des éléments excitants — parfois en bien, parfois en mal !

□ *Et la télé ?*

E. M. — Oui, aussi : le rapport entre le roman policier, au sens le plus large du terme, et la radio et le cinéma, dans les années 1940-1960, fut un rapport complémentaire, d'alimentation réciproque, de symbiose. Pense à Bogart...

Mais avec la télévision, le rapport devient de substitution. Les grandes séries policières américaines comme Mannix, Cannon, Starsky et Hutch n'ont pas la qualité des films de l'âge d'or bo-

moins banale, je pense à Kennedy...

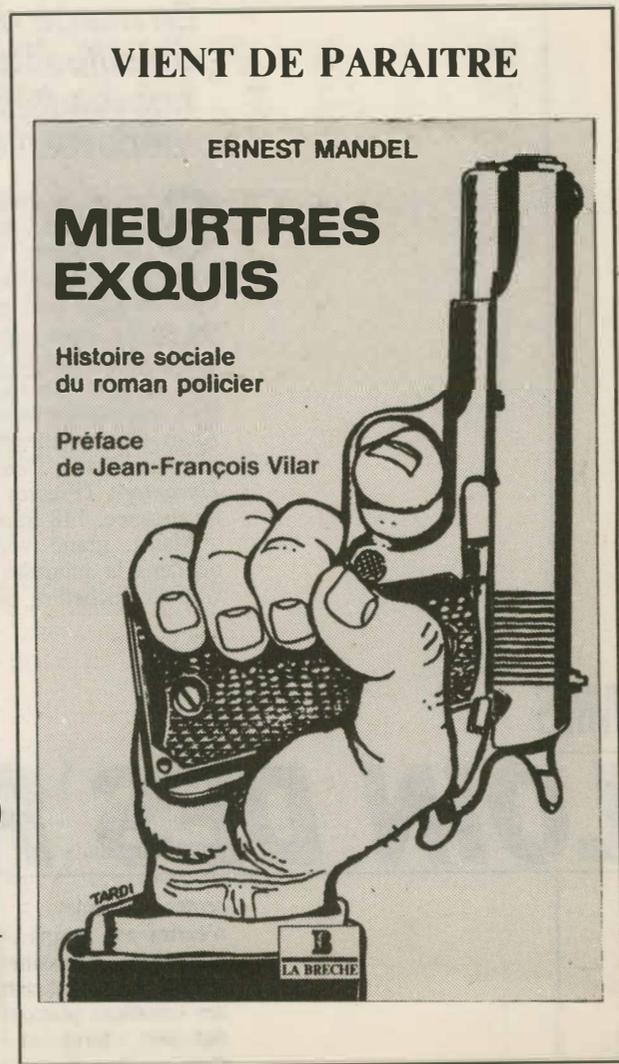
E. M. — Oui, ou au camarade Boukharine !

□ *Enfin, pour des gens qui n'ont pas une vie monotone...*

E. M. Mais oui. Ces deux mobiles sont combinés, mais ne se déterminent pas l'un l'autre : l'antistress, l'excitation. Le premier mobile reste cependant le plus important, et même quasi universel.

Je crois que Kennedy y était soumis, autant que la pauvre Marilyn Monroe ou que le chauffeur du taxi qui amenait Marilyn à la Maison-Blanche. Cela a quelque chose à voir avec la forme même des villes, la dimension des cités, la pollution de l'air, le bruit, l'alimentation, l'aliénation dans les rapports humains. Pas nécessairement la subordination à la machine ; un manœuvre en souffre, Kennedy non. Mais les rapports humains, c'est pour ça que j'ai cité Marilyn. Ces grands de la Terre ont autant de difficultés à établir des rapports humains qu'une bonne partie du prolétariat. Il sont mieux logés dans bien d'autres domaines mais pas dans celui-là. C'est pourquoi je crois au caractère quasi universel de ce besoin, que le roman policier comble.

Ce besoin de « détente » est donc réel. Pour être efficace, le mécanisme du roman policier, c'est le suspense. (« Roman policier » : le terme anglais « crime story » est meilleur, parce



qu'il englobe roman policier classique, roman d'espionnage, thriller et thriller politique...) Tout ça fonctionne sur le suspense. Quand tu en lis, tu es absorbé, tu ne penses à rien d'autre. Ce qui réclame à l'auteur un savoir-faire, un métier. On y constate d'ailleurs une progression. D'accord pour dire qu'Agatha Christie fut un grand maître du genre, il y a trente ans ; mais une question de rythme de récit fait que ses livres sont dépassés aujourd'hui par certains auteurs modernes.

□ *Tu caractérisés quatre époques du roman policier...*

Je distingue tout d'abord les « primitifs », ce qui correspond à l'époque du « bon bandit ». Puis vient le roman policier classique, parallèlement au triomphe des valeurs bourgeoises ; le détective est le champion de l'ordre social contre le criminel, le contrevenant. Un exemple classique : dans la *Vallée de la peur*, de Conan Doyle, le syndicalisme américain, qui en est à ses débuts est caractérisé comme une société secrète de criminels.

La troisième époque (attention, les limites chronologiques ne sont pas strictes, Lupin, par exemple, postérieur à Sherlock Holmes, conserve beaucoup de traits de la « première époque ») apparaît avec la crise

des valeurs bourgeoises : c'est le roman « noir » américain, la société est vue de façon pessimiste et négative, sans que se dégage une perspective de changement révolutionnaire : d'où l'aspect souvent don-quistotiesque du « privé », seul contre le monde corrompu, contre la mafia, etc.

Le quatrième temps enfin nous le vivons : en France, en Argentine, au Mexique, des écrivains, qui ont vécu Mai 68, y ont participé, enrichissent la vision du « roman noir » précédent avec une conscience politique plus claire et montrent, par exemple, la police qui assassine pour défendre la société bourgeoise.

Le roman policier reflète l'histoire de la société bourgeoise, de ses valeurs. Le marxiste révolutionnaire y applique son analyse et retombe sur ses pieds. Il y a ces besoins potentiels, il y a cette production-là qui correspond à ces besoins. Pourquoi ? Peut-être parce que cette société est criminelle ? Marx le disait, elle est venue au monde en suant le sang de tous ses pores. Elle continue. Pas très étonnant que ceux qui la subissent, qui s'y opposent, vivent indirectement leur détente à travers des histoires de crime...

Propos recueillis par Paul-Louis Thirard

Meurtres exquis, Ernest Mandel. Editions La Brèche

Le livre d'Ernest Mandel

Meurtres exquis

est en vente
à la librairie La Brèche
9, rue de Tunis,
75011 Paris
Métro Nation

DE LA CHAIR ET DU SANG

« Meurtres exquis » d'Ernest Mandel

Ce qui frappe dans le livre de Mandel, c'est le mélange de passion et d'érudition qui caractérise « l'aficionado », celui qui a de l'affection. Mandel aime le roman policier, et n'en a pas honte. Il en a lu énormément. Et quand il réfléchit, en intellectuel marxiste, sur ce « phénomène social », cette passion initiale donne à son étude sa chair et son sang, sans rien lui ôter de sa rigueur.

Le panorama des titres cités peut paraître vertigineux. En fait, il est ordonné selon un plan très simple : qu'est-ce qui, dans l'histoire du polar, dans son évolution successive, peut expliquer son existence et son succès ? A quel rapport de pouvoirs, de forces, de classes, dans un état donné de la société, correspond tel type de succès ? On peut donner à cette question des réponses simples et sommaires, mais ce n'est pas ce que nous propose Mandel qui procède, au contraire, à une analyse fine, servie par son érudition.

Il est en effet tentant — et par ailleurs pas inexact — de

relier, par exemple, la vogue du roman policier anglais classique, à énigme (dont l'archétype, aujourd'hui, est resté Agatha Christie) à l'état de la bourgeoisie anglaise entre les deux guerres. Mais bien plus intéressant est de pousser plus loin, de regarder comme sont construits les différents types de « héros-détectives », de saisir leur filiation par rapport au « bandit bien-aimé » de la période précédente, du feuilleton populaire.

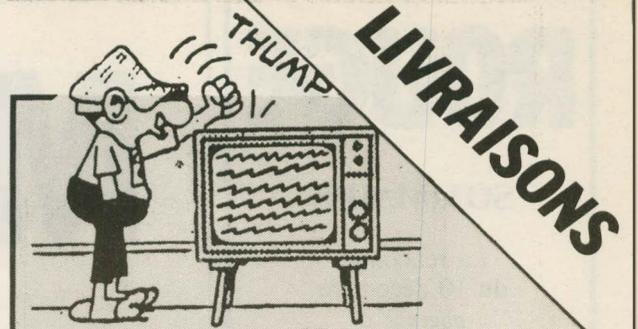
Il y a aussi le plaisir, pour le lecteur, de confronter sa subjectivité avec celle de Mandel, de rechercher tel auteur, tel livre. De voir que, tiens, il préfère ce bouquin-là ? Moi plutôt tel autre. La curiosité aiguës : qu'est-ce que ça peut être ce livre mexicain, ou japonais ? La discussion, aussi : pour délimiter son champ d'études, Mandel est amené à distinguer la « vraie » littérature de celle qui produit le polar, et parfois cette distinction prend un sens qui valorise la première et déprécie la seconde. Dans sa préface, Vilar discute amicalement cette distinction ; je

crois aussi que, dans la prétendue « vraie » littérature, on « fabrique » des livres de façon peu différente. Prenez *Femmes de Sollers*, c'est fabriqué comme San Antonio : style parlé, calembours, un peu de sexe, machiste bien sûr, de la prétention à l'anarchie irrespectueuse mais pas trop.

De la même façon, quand Mandel parle d'une certaine sorte de « polar » de bas niveau (dont l'archétype serait Spillane), je me souviens que Vian trouva plaisant d'en tâter (*Et l'on tuera tous les affreux*), et que Spillane lui-même est à l'origine du splendide film d'Aldrich, *En quatrième vitesse*. Mais cela nous entraîne vers l'univers parallèle du cinéma, domaine immense lui aussi, que Mandel n'aborde pas. (Il lui eut fallu un autre livre !)

En fait, une raison de la séduction du « genre polar », c'est qu'un lecteur vorace a plus de chances de trouver un bon livre, s'il prend quelque chose au hasard, dans cette catégorie-là, que dans n'importe quelle autre...

Paul-Louis Thirard



☆ Samedi 22 h (TF1), « Droit de réponse » : revue de presse sur la mobilisation jeune.

☆ Dimanche 20 h 35 (TF1), *Quand les aigles attaquent* de B. G. Hutton avec R. Burton et C. Eastwood. Classique histoire d'espionnage en temps de guerre, menée avec un sens très réussi du suspense et de l'action ; bien supérieur aux *Canons de Navarone* ou autres *Tobrouk*...

22 h 30 (FR3), *la Veuve joyeuse* d'E. Lubitsch avec M. Chevalier et J. MacDonald. Contrairement à la version française passée un lundi après-midi de l'an dernier sur TF1, cette version américaine (scénario et personnages secondaires différents !) est bien plus rapide, bien plus caustique ! En voyant ce que Lubitsch a fait de l'opérette de Franz Lehar, on rêve au dépoussiérage qu'il aurait pu exécuter sur 90 % du répertoire de notre opéra comique (sic)...

☆ Lundi 20 h 35 (TF1), *le Vieil Homme et l'enfant* de C. Berri avec M. Simon et le petit A. Cohen. Par le génie des deux acteurs principaux, un film échappant sans cesse à la sensiblerie et à la mièvrerie... Et Dieu sait si le sujet s'y prêtait !

23 h 35 (FR3), *Superman I* de R. Donner avec M. Brando et C. Reeve. Réalisé avec de pesants effets spéciaux et un manque d'humour assez navrant, ce Superman-là ne vaut pas les deuxième et troisième versions que réalisera, dans son style iconoclaste très débridé, l'excellent Richard Lester.

☆ Mardi 20 h 35 (FR3), *les Tribulations d'un Chinois en Chine* de Ph. de Broca avec J.-P. Belmondo, U. Anders et J. Rochefort. C'est Tintin et Jules Verne réunis pour un feu d'artifice de rythme, d'invention et d'humour. Une des meilleures comédies de Ph. de Broca ; une recette qu'il semble d'ailleurs avoir égarée depuis cette époque...

☆ Jeudi 20 h 35 (A2), *Celles qu'on n'a pas eues* de P. Thomas est un film qui, avec vingt ans de retard, prétend retrouver la formule du film à sketches italien. Thomas n'est pas Risi — loin s'en faut ! — et son film s'enlise très vite dans le ton du cinéma franchouillard de série. Hormis le sketch assez étrange sur le thanatopracteur et l'affiche due à Topor, rien à sauver !

☆ Vendredi 23 h (A2), *My Darling Clementine* de John Ford avec H. Fonda, L. Darnell et V. Mature. De tous les films qui ont évoqué la saga de Wyatt Earp et de ses frères, shérifs de Tombstone, de leurs démêlés avec le gang Clenton et de leur *gunfight* final au O.K. Corral, nul n'a la beauté, l'humour et la grâce de celui-là. On dirait que Ford s'est plus intéressé aux petites scènes quotidiennes qu'à celles d'action. Revoir Henry Fonda, parfumé au chèvrefeuille, piétiner timidement auprès de la jeune Clementine qui donne son titre au film, reste un grand moment de cinéma.

Michel Laszlo

Pour vos cadeaux
de fin d'année,

N'oubliez pas !

Achetez tous vos livres
à la librairie La Brèche
9, rue de Tunis, 75011 Paris



CINEMA

□ **LA TERRE JAUNE**, de *Chen Kaige*. Pendant la guerre contre les Japonais, un soldat de l'armée rouge parcourt une province perdue à la recherche du patrimoine musical, chants populaires, que les autorités veulent préserver. Un paysan exténué et taciturne, sa fillette promise à un mariage odieux, son frère effrayant de mutisme accueillent ce soldat. Frémissement des temps nouveaux, découverte de la fraternité. Tout cela est magistralement filmé. Et magistralement cette quête obstinée du

chant, de la voix, de la parole. Je chante donc je suis. Je suis donc je parle. Le film date de 1984 : on en veut d'autres.

□ **LE MAL D'AIMER**, de *Giorgio Treves*. *Le Mal d'aimer* laisse une certaine amertume. Il n'est pas toujours à la hauteur de son sujet. Ce dernier est passionnant : à la frontière du Moyen-Age et de la Renaissance, certains commentent, confusément, à penser que les choses doivent changer. Qu'elles sont en train de changer. Giorgio Treves choisit de traiter l'émergence difficile de cette nouvelle conscience autour de l'institution « mé-

dicale » (cet enfermement sur lequel Michel Foucault a conduit les analyses les plus fines, qui mêle folie, maladie, vagabondage, « vice », criminalité). L'omniprésence du pouvoir clérical est contestée, une médecine va naître. Treves a trop reculé devant le didactisme et la critique historique au profit d'un « roman » certes illustratif mais un peu léger.

□ **LA PURITAINE**, de *Jacques Doillon*. Un homme, metteur en scène de théâtre et professeur d'art dramatique, apprend que sa fille, mystérieusement disparue depuis un an, va revenir. Il rassemble ses

élèves et avec elles va tenter d'imaginer, de jouer, ce retour. Doillon a choisi l'artillerie lourde : spectacle dans le spectacle, jeu dans le jeu, psychodrame dans le psychodrame, théâtre (jeu) dans le théâtre (architecture) anticipant ou retardant la manifestation d'une vérité « vraie ». Sauf qu'il n'y a pas de vérité vraie. Mais lourdeur de l'artillerie ne veut pas dire que l'artilleur soit languissant. Doillon jubile dans cette leçon de choses sur le faux. Et il y a quand même une morale : un psychodrame, cela se termine toujours par un drame (ou un mélodrame) lorsque le « psycho » fait les frais de quelques vrais moments de vérité.

ECOUTEZ LA DIFFERENCE !

« Mai 68 c'est vieux, 86 c'est mieux » est un slogan qui peut également prendre toute son acuité en comparant la façon dont les médias rendent compte de la mobilisation et des manifestations de la jeunesse. En Mai 68, seules quelques radios périphériques tentaient de jouer le jeu de l'info. brute et objective là où le service public muselé par les godillots gaullistes répandait rumeurs malveillantes et fausses informations. Aujourd'hui, la presse dans son ensemble a rendu compte à chaud et avec un luxe de précisions des diverses phases de la mobilisation jeune, accroissant par ses commentaires et ses images choc le décalage entre le discours stérile et arriéré des politiques et la réalité vivante du mouvement. En 68, la presse mentait ; aujourd'hui, on pourrait presque dire que la presse (écrite et audiovisuelle) aide — involontairement ? — à montrer les mensonges du pouvoir. Il doit y avoir des godillots qui trépigment...

M. L.

SOMMAIRE

La rencontre
du 10 décembre
pages 2, 3

La semaine
de l'amère victoire
pages 4, 5, 6

C'est à dire
page 7

Des étudiants massacrés
Le temps des assassins
page 8

Un flic accuse
Certains ont joué avec la po-
lice
page 9

Abdel après Malik
Jeune, immigré, gibier ?
page 10

1968-1986
Ce spectre qui les hante
page 11

Courts métrages
pages 12-13

Vous avez dit jeunesse ?
page 14

Déclaration
du bureau politique de la
LCR
page 15

Les syndicats et le mouve-
ment
Drôles de jeux
pages 16, 17

En Algérie aussi...
pages 18, 19

Etat espagnol
Le réveil des lycéens
page 20

Livres
Loin des prix littéraires
page 21

Ernest Mandel
L'effet polar
page 22

Livraisons
page 23

Manipulateurs, disent-ils...

Déconcertée par la lame de fond de la jeunesse mobilisée, la droite n'a su trouver qu'une explication : le mouvement serait manipulé. Principale cible des attaques : la LCR...

Que fait la droite quand elle perd pied, que son discours ne passe plus dans l'opinion, que toutes ses initiatives paraissent se retourner contre elle ? Elle crie au complot. De ce point de vue, et au risque de paraphraser un auteur célèbre, on peut dire que l'histoire bégaie jusqu'à la caricature.

En Mai 1968, devant la levée en masse des jeunes et du monde du travail, le pouvoir gaulliste dénonçait déjà une opération fomentée de l'étranger. Peyrefitte, alors ministre de l'Éducation nationale, entendait isoler les « enragés », tandis que le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, fustigeait la « subversion internationale » : « Une organisation permanente est créée avec des moyens financiers et des bureaux d'action spécialisés. Les Soviétiques en contrôlent les leviers de commande, par Cubains interposés. »

En décembre 1986, décidément obsédés par le spectre des journées de Mai, les chiraquiens usent des mêmes ficelles. Toubon accuse ainsi la LCR de manipuler les étudiants : « La LCR a pris en main la coordination. » Et, s'inspirant du ton hystérique de son célèbre prédécesseur place Beauvau, Charles Pasqua tonne devant les congressistes du RPR : « Ce que je vois se mettre en place derrière les lycéens et étudiants inquiets et généreux, abusés et débordés, ce sont les professionnels de la déstabilisation, gauchistes et anarchistes de tous poils et de toutes nationalités, comme le prouvent les dernières interpellations. » Bref, hier on accusait Castro, aujourd'hui on désigne vaguement la machination d'étrangers qu'on pourrait bien ultérieurement qualifier d'agents de Tripoli ou de quelque autre capitale arabe.

En usant de thèmes aussi éculés, les gouvernants révèlent qu'ils ne peuvent — ou ne veulent — comprendre le soulèvement de toute une génération. Ils ne supportent pas de voir mettre bas, en quelques jours, l'édifice idéologique qu'ils avaient mis tant de temps à bâtir. Ils ont peur de la politisation rapide d'une mobilisation qu'ils se plaisaient, il y a peu, à décrire comme un simple « monôme ». Lucide, Patrick Carmouze

constate dans le *Quotidien de Paris* du 8 décembre : « Au-delà de l'enflure des mots et des attitudes (...), il est clair que le mouvement se politise et s'institutionnalise en demandant aux organisations d'opposition de se joindre à lui. Il ne craint plus la récupération, il la réclame. » Vision évidemment simpliste, mais qui témoigne de la frayeur qui commence à s'emparer de la classe dominante.

Car, à l'encontre des assertions des dirigeants du RPR, l'une des forces de l'actuel mouvement de la jeunesse réside dans son caractère unitaire, démocratique et pluraliste. Les étudiants et lycéens gèrent eux-mêmes leur combat ; ils élisent librement leurs représentants, en fonction de leurs objectifs et non d'une quelconque étiquette politique. A n'en pas douter, c'est cette préoccupation qui a permis à la lutte de se transformer en un véritable raz de marée, contraignant Chirac à la capitulation.

En complet accord avec les buts de l'action, les militants des JCR et de la LCR, dans les universités et les lycées, ont fait de leur mieux, depuis la première heure, pour contribuer à son développement. Sans dissimuler leur appartenance politique et tout en formulant clairement leurs propositions, ils ont toujours scrupuleusement respecté la démocratie comme les décisions du mouvement. Non par adaptation tactique, mais en raison de leur conception du combat à mener contre la droite et les possédants. Dans les grèves ouvrières, dans toutes les mobilisations populaires, ils ne

cessent en effet de prôner l'auto-organisation, la mise en place d'assemblées générales souveraines ou de comités de grève, l'implication du plus grand nombre de gens concernés dans la gestion quotidienne de la lutte. Les caractéristiques du combat des étudiants et des lycéens n'ont donc nullement placé nos camarades en porte à faux. Au contraire, ils ont sans réserve soutenu cette vivifiante aspiration des jeunes à prendre en main leurs propres affaires.

Toubon et Pasqua ne s'en

sont souciés que lorsqu'ils ont multiplié les provocations pour tenter de faire éclater le mouvement. Pour un peu, ces fervents libéraux auraient préconisé le rétablissement des visas idéologiques ou le port de l'étoile jaune pour les indésirables que nous sommes. Sur ce plan aussi, étudiants et lycéens leur ont infligé un camouflet. En rappelant que c'était eux, et non le gouvernement, qui choisissaient les représentants de la grève.

André Terroux



La vieille thèse du « complot » montre bien que Toubon et Pasqua n'ont rien compris à ce qui fit la force du mouvement : son caractère unitaire, démocratique, pluraliste.

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

ABONNEMENT

1. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)

3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F
----------------	----------------	--------------

	France DOM-TOM	Etranger
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F

Nom

Prénom

Adresse

Formule choisie

Règlement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.
☎ 48 59 00 80